



Publication de l'Unité Méditerranée et
Moyen-Orient du Secrétariat du Groupe
socialiste au Parlement européen.

e-mail pse-medmideast@europarl.europa.eu
Tél +32 2 284 31 44

MOYEN-ORIENT : LES VOIES DU DIALOGUE ET DE LA PAIX

UN RÔLE POUR L'EUROPE

Conférence du Groupe socialiste
Parlement européen
Bruxelles 20-21 septembre 2006

FR © 2006 v1. Éditeur responsable : David Harley, secrétaire général • crédit photos : Unité Méditerranée et Moyen-Orient (A. Perrin) •
Groupe socialiste au Parlement européen, rue Wiertz 60, B - 1047 Bruxelles, Belgique - Graphisme : M2M

www.socialistgroup.eu



Groupe Socialiste au
Parlement Européen

CONTRIBUTIONS

Martin Schulz



4

Pasqualina Napolitano



12

Jan Marinus Wiersma



22

Hannes Swoboda



32

Premier panel : Après le conflit au Liban

Abdullah Abdullah



42

Joseph Bahout



50

Einat Wilf



60

Deuxième panel : Politique et religion dans le monde musulman

Azza Karam



66

Jan Schoonenboom



76

Joseph Maila



86



Avant-propos



Le Groupe socialiste du Parlement européen a organisé, les 20 et 21 septembre 2006 à Bruxelles, une conférence sur le Moyen-Orient intitulée « Les voies du dialogue et de la paix – un rôle pour l'Europe ». Son objectif était de susciter un débat, dans le cadre de cette manifestation, portant à la fois sur la situation politique au Moyen-Orient

après le conflit du Liban l'été dernier et, dans un domaine plus large, sur les relations culturelles et politiques avec les pays musulmans.

Deux table-rondes ont ainsi été proposées. La première, intitulée « Après le conflit au Liban » se focalisait, avec la participation d'acteurs politiques des pays concernés, sur la crise politique au Liban, en Israël et en Palestine et sur le rôle de l'Union européenne dans la recherche d'une paix équitable et durable dans la région. La seconde table-ronde, intitulée « Politique et religion dans le monde musulman » portait plus, avec l'aide d'experts, sur les possibilités de développer un dialogue interculturel avec les partenaires politiques du monde musulman, avec une attention particulière aux aspects religieux pour aboutir à une meilleure compréhension des uns et des autres. En parallèle à la conférence, les députés du Groupe socialiste eurent l'occasion d'approfondir ces discussions au cours d'une rencontre particulière avec les différents orateurs.

Le lecteur trouvera dans cette brochure les textes des intervenants de cette conférence ainsi que les contributions de membres du Groupe socialiste (le président Martin Schulz, les vice-présidents Pasqualina Napoletano, Jan Marinus Wiersma et Hannes Swoboda) et celles d'invités de l'évènement. Le Groupe socialiste ayant décidé de renforcer les relations avec ses partenaires politiques en Méditerranée et au Moyen-Orient, dans le but de discuter de thèmes d'intérêts mutuels et d'étudier la possibilité de prendre des initiatives politiques communes, il indique ainsi son intention d'organiser également en 2007 une série de conférences et de séminaires sur ces sujets.

Martin Schulz

Président du Groupe socialiste



Il y a quelque temps déjà que le Groupe socialiste au Parlement européen avait décidé la tenue de cette conférence. En planifiant cette manifestation, nous ne doutions pas que nous serions amenés à l'organiser dans une situation où nous serions tous tenus – et plus que jamais – d'esquisser des ébauches de solution aux crises qui secouent le Proche-Orient. Cette conférence peut dès lors revêtir pour chacun de nous une importance plus grande que nous ne l'avions pensé, car nous pouvons contribuer activement à en faire une plateforme de dialogue pour toutes les parties concernées. Pour la conférence comme pour nous-mêmes, c'est une opportunité majeure. En effet, Mesdames et Messieurs, très chers hôtes, une chose est claire : nous ne pourrions résoudre les crises qui affectent la région que par la voie du dialogue.

En matière de résolution des conflits internationaux, il n'y a pas d'alternative au dialogue et au multilatéralisme. Je suis convaincu que les conflits internationaux – même s'il s'agit de crises régionales de portée internationale – ne peuvent être résolus que dans le cadre des organisations internationales compétentes en la matière et de leurs structures, moyennant la participation au dialogue de toutes les forces en présence. Nous autres, sociaux-démocrates, jugeons que c'est la seule voie possible.

Je veux donc affirmer que, Mesdames et Messieurs, jamais dans l'histoire de l'humanité un conflit n'a été réglé par la violence. Cela peut sembler assez simple et simpliste, mais je pense que cela doit être dit en prélude à une conférence telle que celle-ci : la violence n'est pas une solution et le renoncement à la violence est dès lors la seule voie de règlement des conflits internationaux.

Cela fait très longtemps que nous, sociaux-démocrates au Parlement européen, nous penchons sur la question des stratégies de résolution des conflits au Proche-Orient. Et la composition de notre assemblée cet après-midi – c'est-à-dire vous, Mesdames et Messieurs, qui siégez à ma droite, à ma gauche et dans la salle – est représentative de ce à quoi nous aspirons, à savoir le dialogue, par-delà les frontières : quelle que soit votre personnalité, votre parcours, votre origine, que vous veniez du Liban, d'Israël ou de Palestine, que vous ayez une ascendance arabe, européenne ou juive, cette assemblée que nous avons constituée – et j'y inclus également nos hôtes – est représentative de ce dialogue.

Nous avons plus que jamais conscience, tout particulièrement après les voyages qu'une délégation de notre Groupe a entrepris ces derniers jours au Proche-Orient – j'y reviendrai tout à l'heure – nous avons plus que jamais conscience, disais-je, qu'il est actuellement impossible de réunir autour d'une même table l'ensemble des forces en présence, des organisations, des belligérants et des États concernés. Il est cependant possible de réunir autour de la table les personnes prêtes à discuter. Et l'histoire nous a appris une chose : dès que les hommes commencent à se parler, dès qu'ils entament le dialogue, ils enclenchent un processus auxquels les États et les organisations ne peuvent se soustraire, au bout du compte.

J'en reviens donc à ce que je disais au début de mon intervention : pour nous, Groupe social-démocrate au Parlement européen, le dialogue est la condition préalable au règlement de tout conflit. Je vous sais donc gré d'avoir donné suite à notre invitation et de manifester votre volonté de dialoguer.

Autorisez-moi trois remarques fondamentales à propos de notre réflexion politique.

En tant que président du Groupe social-démocrate, je voudrais adresser un message clair pour ouvrir cette conférence. L'approche de règlement des conflits adoptée ces dernières années par le gouvernement des États-Unis en vertu de la doctrine Bush a échoué, sans rémission. Son action unilatérale fondée sur le recours à la violence a échoué. Et c'est pourquoi nous pensons, nous autres sociaux-démocrates européens, que l'Europe doit combler le vide politique né de l'échec des États-Unis. À cet égard, la réflexion que nous avançons se distingue fondamentalement des conceptions des États-Unis d'Amérique.

Nous pensons, Mesdames et Messieurs, que le processus de pacification de la région n'est possible qu'en garantissant – et j'insiste tout particulièrement sur cette formulation – la dignité de toutes les parties sous une forme également justifiée.

Je veux vous dire que nous croyons que, quel que soit le litige, quel que soit le conflit, quels que puissent être les intérêts contradictoires, la première chose à faire pour pacifier le Proche-Orient est non pas de sopeser les demandes – justifiées ou non – des différentes parties, mais simplement d'en prendre acte. Nous devons garantir à toutes les parties concernées la possibilité de faire valoir leur dignité et le bien-fondé de leurs demandes dans le cadre d'un processus de paix. Et quand je parle de dignité, cela suppose – en tout état de cause – que tous ceux qui veulent prendre part à un tel processus doivent respecter la dignité de l'autre.

Cela signifie, dans un deuxième temps, que tous les peuples, tous les États et tous les gouvernements de la région doivent s'engager au respect mutuel et à la reconnaissance mutuelle. Ces deux points conditionnent chacune des étapes suivantes du processus.

Je souhaiterais évoquer un deuxième point, indissociable de notre stratégie : en cas de reconnaissance mutuelle, en cas d'acceptation des traités existants, en cas de reconnaissance des frontières existantes, nul n'a plus besoin de solution, violente ou non, pour remettre en question traités et frontières. Dire oui aux structures, aux frontières et aux traités existants, exclut de rejeter ces structures et ces traités. Là aussi, cela peut sembler simpliste, mais il est un fait que seule la reconnaissance mutuelle crée les conditions de ce que j'ai évoqué tout à l'heure : le dialogue.

Et c'est pourquoi je veux très pratiquement déclarer ce qui suit : nous pensons que l'Union européenne peut contribuer à faire quelques pas en avant au Proche-Orient. En tant que sociaux-démocrates, nous tenterons, au sein de ce Parlement, de pousser les États membres et les organes de l'Union à poser les gestes suivants.

Nous pensons qu'il est possible d'impliquer davantage la Syrie que cela n'a été le cas jusqu'ici. Nous pensons qu'en tout cas, cela vaut la peine d'entamer le dialogue avec la Syrie à ce propos. Mais le préalable à un tel dialogue est que la Syrie reconnaisse les conditions qui résultent de



« Nous devons garantir à toutes les parties concernées la possibilité de faire valoir leur dignité et le bien-fondé de leurs demandes dans le cadre d'un processus de paix » »



la résolution 1701 en ce qui concerne la sécurité du Liban. La pleine souveraineté du Liban passe aussi par la reconnaissance de la sécurité de ses frontières, ce qui exige que la Syrie s'engage à reconnaître les frontières entre les deux pays et à les contrôler.

Au terme du voyage que j'ai accompli la semaine dernière au Proche-Orient, et notamment à Damas, je suis tout à fait optimiste quant à la possibilité d'amener le gouvernement syrien à évoluer en ce sens. Il n'y a pas de garantie, mais nous devrions explorer toutes les possibilités et voir si la Syrie peut consentir à un contrôle réciproque de sa frontière avec le Liban, notamment dans les zones où le tracé n'est pas contesté. Cela constituerait un premier pas en vue d'instaurer la confiance et, si cela pouvait se faire avec l'aide de l'Europe, cela montrerait par ailleurs que l'Europe est prête à apporter une contribution concrète au Proche-Orient et est en mesure de le faire. Les pourparlers sur les contrôles frontaliers créent un espace qui permet de discuter et d'entamer le dialogue.

Mesdames et Messieurs, si l'on pouvait assister à la mise en place en Palestine d'un gouvernement de coalition au sein duquel Fatah et Hamas s'accorderaient pour diriger conjointement l'Autorité ; si nous pouvions tous convenir que l'Autorité autonome palestinienne est bien l'organe représentatif légitime; si l'on pouvait convenir de la reconnaissance des traités existants et, avant toute chose, reconnaître le droit à l'existence d'Israël, nous ferions alors un pas susceptible d'étendre considérablement les possibilités de dialogue dans la région. Ceux d'entre-nous qui, la semaine dernière, ont eu la possibilité de parler de cela avec le président Abbas, ceux qui ont eu la possibilité de s'entretenir avec des représentants des partis concernés en Palestine, sont revenus plus optimistes qu'à leur départ pour la Palestine. J'espère que ce processus se poursuivra et que le dialogue entre le Hamas et le Fatah portera ses fruits.

La constitution d'un gouvernement d'unité nationale constituerait un grand pas en avant, Mesdames et Messieurs, et je sais qu'en Israël aussi, nombre d'hommes et de femmes réserveraient un accueil positif à une telle évolution. Quelle que soit la méfiance – passablement compréhensible – qui persiste en Israël, la constitution d'un gouvernement d'unité nationale qui reconnaîtrait directement ou indirectement le droit à l'existence d'Israël, qui reconnaîtrait les traités conclus au Proche-Orient et renoncerait globalement à la violence ouvrirait la possibilité, pour le gouvernement comme pour les autres forces prêtes au dialogue en Israël, d'entamer un dialogue

constructif. Le premier résultat pourrait éventuellement en être l'échange des prisonniers. Là aussi, ce ne serait qu'un petit pas, mais dont les répercussions pourraient être considérables.

Tout ce que j'évoque peut se produire, Mesdames et Messieurs. Ou ne pas se produire. Mais imaginons un instant que cela se produise : quel énorme pas en avant aurait été accompli ! Quelles possibilités de dialogue en découlerait-il !

Nous sommes dans une situation où il est tout à fait possible que cela réussisse. Ce qui montre que ces dernières semaines n'ont pas seulement été le théâtre d'une guerre dramatique, regrettable et partiellement condamnable. Cela montre aussi que la confrontation militaire au Liban a fait bouger les choses dans la région. C'est une évolution que nous, sociaux-démocrates européens, entendons soutenir et cette conférence a pour ambition d'apporter une modeste contribution en ce sens.

Je l'ai dit tout à l'heure : nous nous sommes rendus, la semaine dernière, en Syrie, en Israël et en Palestine. Mes collègues Napolitano, Swoboda, De Keyser et Patrie se sont rendus en Syrie et au Liban. Nous avons également rencontré, à différents niveaux, plusieurs de nos partis frères. Nombre d'autres acteurs sont en déplacement dans la région. On voit les choses bouger, ces derniers jours. La propension au dialogue a augmenté. Veillons à ce que notre conférence contribue modestement à saisir l'occasion qui se présente.

Je suis intimement convaincu que la voie que nous, sociaux-démocrates, avons décidé d'emprunter – laquelle consiste à passer par les activités diplomatiques à chaque fois que c'est possible, à prodiguer une aide humanitaire lorsqu'elle est indispensable et à ne recourir aux actions militaires que lorsqu'elles sont rigoureusement inévitables – que cette voie, disais-je, peut être couronnée de succès.

Nous croyons que ce triangle, que la priorité à l'action diplomatique, à la solidarité et à l'aide humanitaire peut instaurer la confiance et rendre dès lors superflue le troisième point, à savoir l'intervention militaire.

J'espère que cette conférence contribuera à faire progresser le dialogue dont nous avons besoin et je vous remercie de votre attention.

Pasqualina Napoletano

Vice-présidente
du Groupe socialiste



Le Groupe du PSE a lancé depuis un certain temps une réflexion et une initiative politique visant à définir une stratégie à long terme pour aborder les relations entre l'Europe et la Méditerranée. En ce qui concerne cette région, cependant, nous ne voulons, et ne pouvons, nous limiter à la politique euro-méditerranéenne traditionnelle définie par le « processus de Barcelone ». Pas moins de onze années se sont écoulées depuis le lancement de cette politique fondamentale et les occasions ont été nombreuses, tant pour nous que pour les institutions européennes, d'en dresser un bilan critique, comme cela a encore été le cas récemment.

Le moment est venu de relancer cette stratégie et d'étendre la zone géographique de cette dimension des relations extérieures de l'UE à l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Nous assistons à l'émergence de nouveaux conflits dont les causes évoluent rapidement, puisque les motifs historiques et politiques que nous connaissons (je pense au conflit israélo-palestinien) évoluent vers la dimension culturelle et religieuse : le risque d'un choc des civilisations.

Gardons-nous de faire des généralisations qui, heureusement, ne sont pas encore justifiées étant donné la variété de positions et de modèles qui existent dans le monde arabe et musulman en ce qui concerne l'affirmation croissante de l'islamisme politique. Mais ne sous-évaluons pas non plus les risques et les dangers d'une radicalisation extrémiste et fondamentaliste qui peut également déboucher sur le recours au terrorisme. Il convient, en revanche, d'engager une discussion ouverte sur les causes de toutes ces tensions et sur les responsabilités des États-Unis et de l'Europe dans ce domaine.

Sur le plan politique, le virage unilatéraliste pris par les États-Unis et qui a conduit à la guerre en Iraq a joué un rôle majeur, de même que l'incapacité de la communauté internationale à faire progresser la recherche de solutions dans le conflit israélo-palestinien. Et ce malgré les efforts

diplomatiques et économiques de l'Europe pour venir en aide au peuple palestinien. Cette politique, au caractère contradictoire et inadapté, s'inscrit dans le cadre d'une réalité propre au monde arabe et musulman, encore dominé par des régimes non démocratiques et un conservatisme social et culturel en contradiction avec les valeurs universelles de démocratie et de liberté.

La question est de savoir si nous voulons maintenir cet esprit d'opposition exaspérée ou plutôt créer des liens plus solides, basés sur le dialogue et sur le respect des différences sociales, culturelles et religieuses.

C'est avec ce souffle stratégique que nous devons redéfinir, d'une part, l'actuelle initiative européenne axée sur les différentes crises encore ouvertes et, d'autre part, les instruments à moyen et à long terme dont dispose l'Union.

Avant toute chose, nous devons renforcer la dimension politique du voisinage, surtout en ce qui concerne le volet consacré au Sud, à une époque caractérisée par une telle complexité dans les relations avec les pays et les populations de la Méditerranée. Nous sommes loin de l'idée initiale du « cercle d'amis » avec laquelle cette politique a été lancée, au terme du long cycle du processus d'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale, dans le but d'établir des relations stables, fondées sur des valeurs communes et partagées, avec nos nouveaux voisins.

Cette politique ne peut se limiter à la mise à jour des accords d'association et de coopération avec les pays concernés, en mettant l'accent sur une dimension bilatérale qui risque par ailleurs, faute d'objectifs plus ambitieux, de renforcer les réticences de nos partenaires à l'égard des inévitables exigences de réforme politique dans leurs systèmes. L'actuelle stratégie européenne ne prévoit aucun investissement sérieux, sur le plan des politiques et des ressources financières, dans la valeur ajoutée constituée par la dimension régionale et infrarégionale de la politique de coopération. Toutes ces choses, le Parlement européen les a dites et répétées maintes fois, mais la réponse du Conseil et de la Commission n'est pas encore satisfaisante. Une gestion « technocrate » de la politique de voisinage, exclusivement axée sur la définition des plans d'action de chaque pays, risque de ne pas tenir compte des développements politiques en cours dans l'ensemble de la région, ni des mouvements plus profonds qui agitent ces sociétés.

Dans les pays de la rive Sud, même si les différentes situations nationales évoluent de façon variable, on observe quelques tentatives de réformes de la société et des institutions. La réalité qui prévaut au sein des sociétés arabo-islamiques risque cependant de compromettre ces efforts. L'Europe n'a pas encore suffisamment pris conscience des grands changements qui sont intervenus dans les sociétés méditerranéennes et dans les pays arabes en particulier. Des changements de mentalité, d'abord, dans la façon dont ces populations perçoivent leur rapport avec l'Europe et avec les États Unis. Même si le « choc des civilisations » tant redouté ne s'est pas encore produit, il est évident que les incompréhensions, les différences et les idées reçues se multiplient.

Cette évolution n'est pas nouvelle. Elle date de la première guerre du Golfe, au début des années 90. Depuis lors, l'écart qui existe entre la région et les États-Unis, mais pas uniquement, n'a cessé de se creuser, jusqu'au dramatique point de rupture du 11 septembre. La crise, avant même d'être politique, est culturelle. Malgré certaines attentes de la part du monde arabo-islamique, l'Europe, souvent impuissante, affiche ses difficultés au moment d'agir et affiche encore sa division face à la décision américaine d'engager la guerre en Iraq. Même dans une situation comme celle qui a récemment débouché sur la décision d'envoyer des troupes au Liban, l'Europe en tant que telle n'a pas réussi à affirmer pleinement son rôle parce qu'encore une fois, l'initiative des différents gouvernements a prévalu.

Le développement des éléments de conflit potentiel et d'affrontement ne vaut pas uniquement pour ce qui se passe dans le monde arabe et musulman. L'Europe est elle aussi confrontée à un risque de désécularisation et d'appel à la tradition culturelle et religieuse de la part des communautés musulmanes qui vivent dans nos pays, un risque auquel on a tendance à répondre avec un rappel identitaire, avec l'affirmation d'une identité européenne, exclusivement définie, cependant, en termes d'Europe chrétienne.

Il nous faut une analyse et des décisions politiques plus avisées. Nous devons faire un effort de réflexion plus sérieux et plus approfondi. D'autant plus que l'Europe est justement le terrain sur lequel on peut mesurer la crise qui frappe les modèles d'intégration. Face au *visage de l'autre* (pour reprendre les termes du philosophe Emmanuel Lévinas), la dialectique universalisme/communautarisme et assimi-

L'Europe n'a pas encore suffisamment pris conscience des grands changements qui sont intervenus dans les sociétés méditerranéennes et dans les pays arabes



lation/multiculturalisme a montré ses limites. Il faut bien sûr accepter le droit à la différence, mais il ne faut jamais perdre de vue la première différence, celle de l'individu lui-même.

L'un des rapports sur le monde arabe du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) indique clairement que près de 80% des populations arabes se disent favorables à la démocratie. Ces pays ont des attentes, des exigences concrètes en matière de réformes politiques. On y trouve aussi, bien sûr, des minorités intégristes de plus en plus fortes. C'est justement la raison pour laquelle il faut s'efforcer de faire entendre les voix des individus et de la société civile de ces pays. Le point de départ ne peut être que la reconnaissance des droits universels, même si un modèle simplement assimilationniste n'a certainement plus aucune raison d'être. La meilleure solution consiste encore à favoriser les droits, la démocratie, l'émancipation. Les voies qui mènent à la modernité sont plus nombreuses que celles imaginées par le rationalisme occidental : il faut même dépasser le pluralisme et la reconnaissance des diversités en tant que telles. Il faudrait repartir, par exemple, de la notion de métissage, d'hybridation. L'Occident – encore une fois, si on peut le considérer comme une catégorie politique et culturelle – n'est par ailleurs pas autosuffisant. Il ne peut à lui seul résoudre la question cruciale de la démocratie mondiale.

L'exemple concret de ce que nous sommes déjà parvenus à faire peut nous aider dans cet effort de recherche du dialogue, malgré la difficulté constante de faire progresser le projet d'intégration européenne. Il ne faut pas oublier la charte européenne des droits fondamentaux, intégrée dans le projet de traité constitutionnel et qui ne peut en aucun cas être renégociée. Cette approche est le contraire du communautarisme et elle se fonde sur les droits de la personne et non de la communauté, parce que c'est justement la personne qui est protégée par rapport à la communauté à laquelle elle appartient.

La réponse liée à l'affirmation d'une véritable citoyenneté européenne et son extension aux « nouveaux » citoyens européens issus du monde arabo-musulman découle justement de la charte des droits fondamentaux. La définition d'une citoyenneté euro-méditerranéenne est certes un travail de longue haleine, mais il ne fait aucun doute que son application passe surtout par la capacité des européens à intégrer les nouveaux citoyens issus de cette partie du monde. La « nouvelle

Andalousie » – comme nous le rappelle Gilles Kepel au moyen d'une image renversée dans laquelle il nous renvoie à l'Espagne d'il y a plus de six siècles, terre d'intégration entre musulmans, chrétiens et juifs – représente par conséquent la société européenne d'aujourd'hui.

La dimension interne du rapport avec les populations de la Méditerranée ne peut plus laisser de côté la situation politique au Moyen-Orient ainsi que le rôle de l'Europe dans la région. L'interruption du conflit tragique au Liban, grâce à la décision d'envoyer une importante force d'interposition sous l'égide des Nations Unies dans le Sud du pays, nous offre quelques éléments d'espoir et ouvre de nouvelles perspectives. L'obtention du cessez-le-feu fut un résultat important, au terme d'une guerre qui, en quelques semaines à peine, aura fait de très nombreuses victimes, entraîné la destruction d'infrastructures et de quartiers et qui, surtout, menaçait de se propager à l'ensemble de la région.

La résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations Unies définit les instruments politiques, diplomatiques et militaires nécessaires pour aider l'État libanais à défendre et à consolider sa pleine souveraineté sur l'ensemble du territoire. Il y a quelques mois seulement, cette issue était pourtant incertaine, et les images de l'armée libanaise pénétrant, le drapeau à la main, dans les villages et les villes du Sud, après des décennies d'absence, ont été perçues par tous comme un grand pas en avant.

Le fait que la nouvelle mission de la FINUL, une mission renforcée, soit essentiellement une mission européenne est pour nous extrêmement important. On aurait sans doute pu s'efforcer de donner une dimension encore plus « européenne » à la participation à la mission de l'ONU, comme cela a été fait récemment, avec quelques premiers succès, au Congo. L'Union européenne a désormais un intérêt direct et concret, afin d'assurer la stabilisation du pays et de lancer un processus politique capable de déboucher sur un accord de paix global dans la région moyen-orientale.

Sur cette question, le Parlement européen est parvenu à atteindre une large majorité sur la base de positions claires et qui tiennent compte de la nécessité de rétablir la légalité internationale et l'application intégrale de toutes les résolutions des Nations Unies. Au Liban, il convient à présent de consolider la tentative de dialogue national et de le protéger des nouvelles divisions susceptibles de compromettre le fragile équilibre

institutionnel et politique du pays. Il va de soi que cette perspective remet en cause le rôle du Hezbollah. En effet, seule une intégration totale de ce mouvement dans le système politique et institutionnel libanais pourra permettre une véritable stabilisation de la situation. Parallèlement à cela, l'armée libanaise doit reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire, y compris le Sud, et être à même d'exercer le monopole de la force par rapport au Hezbollah justement, qui a développé un pouvoir parallèle au fil du temps. La reconstruction du pays, avec l'aide de l'Europe et de la communauté internationale, est fondée sur le principe de la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté du Liban, dans l'esprit du parcours démocratique qui avait suscité tant d'espoirs lors du « printemps » de Beyrouth en 2005.

Il va de soi que toutes les pièces de la mosaïque moyen-orientale sont inextricablement liées. La reprise des négociations exige la participation de tous les interlocuteurs et acteurs de la région du Moyen-Orient. En tant que socialistes, nous sommes conscients de la responsabilité qui incombe à l'Europe en ce moment. La guerre de cet été, avec son lot de victimes et de destructions, doit être un avertissement pour tous. Encore une fois, il a été démontré que ce n'est pas avec la force des armées ou avec les actions violentes des milices que l'on parviendra à trouver une solution aux terribles conflits encore en cours au Moyen-Orient, dont le conflit israélo-palestinien est au cœur.

Nous soutenons le processus tortueux et difficile engagé pour parvenir à la formation d'un gouvernement d'unité nationale palestinien, pour rouvrir la perspective d'un soutien économique total en faveur des populations palestiniennes de la part de la communauté internationale et la possibilité d'une négociation avec Israël. Pour progresser sérieusement dans cette direction, il faudra cependant commencer par mettre fin à la spirale de la violence. L'expérience nous a montré que les deux parties n'y parviendront pas à elles seules. La présence de la communauté internationale s'impose. Nous devons réfléchir à la proposition relative à l'envoi d'une mission internationale d'interposition et de protection des populations civiles des deux parties, à Gaza et en Cisjordanie, s'inspirant de ce qui a été décidé pour le Liban. Il pourrait s'agir d'une condition pour favoriser enfin la perspective d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient qui débouche sur une solution stable et durable pour l'ensemble de la région. En tant que socialistes européens, nous mettons tout en œuvre (comme en

témoigne la récente mission du Groupe PSE à Damas et à Beyrouth) pour dialoguer avec tous les acteurs et favoriser leur rapprochement. Nous soutenons les efforts des gouvernements européens qui, avec courage et détermination, veulent permettre à l'Europe de jouer enfin un rôle de premier plan au Moyen-Orient.

Le multilatéralisme peut à présent être relancé grâce à l'issue du récent conflit au Liban et à la possibilité désormais réelle d'un changement de stratégie de la part des États-Unis pour sortir du bourbier de la guerre en Iraq. Le défi est certes difficile. Il exige un effort politique et diplomatique, et pas seulement militaire, ainsi que la volonté de jouer un rôle constructif dans la région méditerranéenne et au Moyen-Orient, un rôle fondé sur la participation de tous les acteurs de la région, Iran et Syrie compris.

Il y a quelques années seulement, nombreux étaient ceux qui pensaient, de façon illusoire, que le monde allait pouvoir laisser définitivement derrière lui, avec la fin de la guerre froide, ces craintes et ces angoisses qui ont pendant si longtemps influencé la dynamique et la représentation des relations internationales. L'unilatéralisme, avec sa notion de « fin de l'histoire », semblait être le corollaire théorique de cette nouvelle phase. Hier l'Iraq, aujourd'hui le Liban, ainsi que l'impasse dans laquelle s'est engouffré le conflit entre Israéliens et Palestiniens, nous montrent encore une fois que cette solution n'est pas valable, qu'il n'existe qu'une voie qui mène à la paix, celle de l'effort et de l'engagement en faveur du dialogue et de l'affirmation du droit au moyen d'institutions supranationales influentes et efficaces.

Jan Marinus Wiersma

Vice-président
du Groupe socialiste



Après avoir longtemps considéré la région comme une question accessoire exigeant à peine plus qu'une politique de gestion réservée des relations, l'Union européenne doit maintenant commencer à s'intéresser la Méditerranée avec d'autres yeux. Cette région est plus que juste la voisine méridionale de l'Europe, où nous pouvons affronter les difficultés au cas par cas. C'est un des champs de bataille de la politique mondiale, une arène où les enjeux complexes tels que la relation entre le développement économique et l'immigration, le défi d'établir une légitimité politique, les relations internationales, la politique énergétique, les conflits violents et l'affrontement entre différentes cultures se rencontrent et s'entrecoupent.

La Méditerranée est stratégiquement importante pour l'Union européenne et cela fait longtemps qu'elle aurait dû figurer en tête de l'agenda politique européen. L'UE doit redéployer une partie de son énergie au développement d'un agenda stratégique pour ses relations avec cette région. La Politique Européenne de Voisinage (PEV) et le processus de Barcelone peuvent certainement contribuer à l'objectif déclaré de l'Europe dans la région, à savoir une coopération économique, politique et culturelle approfondie afin de renforcer la stabilité, la sécurité et le bien-être. Cependant, quelque importants que le rapprochement juridique, la coopération technique et la facilitation des échanges commerciaux puissent être, ils sont insuffisants pour aborder les questions politiques complexes auxquelles la région doit faire face.

À mes yeux, il nous faut un agenda plus politiquement développé visant à une réforme politique et une démocratisation progressive. Le développement de relations plus fortes entre l'Europe et les pays de la région

doit être beaucoup plus lié aux objectifs de gouvernance responsable et représentative, de transparence et respect des libertés fondamentales. En fin de compte, ce sont les conditions préalables indispensables au vrai développement économique et social.

Je vais fixer quelques éléments d'un tel agenda, mais j'aborderai avant cela trois questions liées entre elles qui seront inévitablement soulevées dans ce processus.

Premièrement, avons-nous une compréhension suffisante du contexte et de la dynamique politiques locaux ? Nos politiques ne seront couronnées de succès que si elles se basent sur des analyses saines et détaillées des structures politiques et sociales en place dans les pays concernés.

Deuxièmement, la population de la plupart des pays de la région est majoritairement musulmane. Tout en rejetant fermement l'idée que l'Islam est un obstacle à la réforme ou à la modernisation politique, nous devons explorer le rôle changeant et le potentiel des mouvements politiques et civils islamiques dans la politique méditerranéenne. Cela nous aiderait également à faire la distinction entre le radicalisme et le réformisme.

Troisièmement, la distinction entre ce qui est externe et ce qui est interne est confuse. Notre dialogue avec et nos politiques envers les gouvernements et les sociétés de la région ont également un impact sur les communautés au sein de nos propres sociétés. Comment nos politiques peuvent-elles contribuer à désamorcer le choc des civilisations recherché par les extrémistes des deux côtés ?

Une transformation démocratique ?

Les problèmes des pays du bassin méditerranéen sont souvent considérés comme le résultat d'un retard culturel. C'est faux et improductif. Le problème fondamental est politique : à quelques exceptions près et à des degrés variables, ces pays sont dirigés par des régimes (semi-)autoritaires dont les politiques ne sont pas en phase avec les besoins et les souhaits de la population.

Bien qu'aucun d'entre eux n'exerce le contrôle total qui caractérisait les dictatures communistes, ces régimes recourent à différentes combinaisons de tradition, de sectarisme, de clientélisme et de répression pour maintenir leur pouvoir. Même si certains d'entre eux jouissent d'un

niveau élevé de légitimité internationale, la corruption et l'absence de transparence empêchent toute gouvernance efficace, ce qui est un terreau fertile pour le mécontentement.

Ces régimes ne sont pas complètement insensibles aux souhaits populaires, mais la société civile indépendante et l'opposition politique ont une influence limitée sur la prise de décisions politiques. La liberté d'expression et de rassemblement est restreinte tandis que le pluralisme politique est plus souvent symbolique que réel. Cela laisse peu d'occasions de développement du débat public ouvert ou des voix discordantes en mouvements d'opposition capables de réaliser avec succès une réforme politique. En attendant, les besoins sociaux et économiques de la population ne sont pas correctement satisfaits.

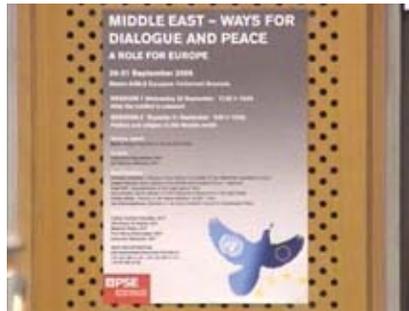
La question étant fondamentalement politique, la réponse se trouve également dans la sphère politique. L'objectif stratégique de l'Union européenne doit être d'encourager une vraie réforme politique, même si celle-ci ne promeut pas la démocratie libérale. La stratégie s'articule autour de trois axes.

Premièrement, le changement durable ne viendra que d'en bas. Malgré les conditions défavorables, on observe un activisme politique et civique considérable dans ces pays. L'idée de la démocratie devenant un sujet de discussion publique, la plupart des régimes comprennent qu'ils doivent tenir compte des préoccupations de la population s'ils veulent survivre et ont commencé à le faire. Nous devons saisir la chance que ce dynamisme local offre et trouver des moyens d'apporter un soutien durable à la société civile indépendante et aux mouvements politiques réformateurs afin de contribuer à la création d'une marge de manœuvre et d'entrer en contact avec les organisations de sensibilités similaire. Les circonstances sont toutefois trop différentes pour mettre au point une recette générale. Cette approche ne réussira que si l'UE développe une capacité d'agir selon le contexte politique local.

Deuxièmement, l'Union européenne et ses États membres doivent soutenir ce processus depuis le haut en insistant sur le fait qu'un véritable partenariat ne peut se baser que sur le respect de certaines valeurs fondamentales, notamment les droits individuels et la liberté de religion d'expression et de rassemblement. Tout en conservant une position constructive, l'Europe ne doit avoir peur de critiquer la répression politique.



« L'Europe doit développer une approche plus stratégique et plus politique envers les pays du bassin méditerranéen »



Troisièmement, les avantages des relations plus étroites avec l'Union européenne doivent être plus importants et plus clairs, mais ils doivent également être liés aux réformes. La coopération technique, par exemple en matière de sécurité ou de gestion des frontières, revêt une importance considérable, mais elle contribue en général peu à la réforme politique. La PEV constitue un bon point de départ mais devrait progressivement être réorientée le long de cette ligne.

Islam politique et changement politique

L'Islam inspire une grande et complexe variété de manifestations culturelles et politiques. Depuis le 11 septembre, bon nombre d'analyses superficielles concluent que l'Islam éprouve une tendance générale à la radicalisation. Bien que les interprétations radicales de l'Islam fassent certainement partie de la réalité avec laquelle nous devons composer, tant au sein de nos sociétés que dans les pays à majorité musulmane, l'image réelle est infiniment plus complexe.

Si la révolution islamique de 1979 en Iran et le régime taliban en Afghanistan étaient en effet des expressions d'une pensée islamique radicale et si l'Arabie saoudite et le Pakistan se glorifient de baser leurs lois sur l'autoritarisme et la religiosité rigoureuse, les mouvements politiques islamiques dans des pays tels que le Maroc, l'Algérie ou l'Égypte glissent de plus en plus de la vision révolutionnaire vers des objectifs politiques plus immédiats et plus pragmatiques. Un autre exemple est la Turquie, où le parti islamique modéré AK a opéré un rapprochement du pays avec l'Union européenne.

Ces mouvements tentent d'atteindre leurs buts dans les limites des structures politiques existantes et ont enregistré quelques succès significatifs. Dans beaucoup de pays, les partis politiques islamiques sont les mouvements d'opposition les plus importants et les plus actifs, et parfois même les seuls. Leur ascension est en partie due au manque de succès des mouvements d'opposition libéraux et socialistes antérieurs. Alors que ceux-ci ne se sont avérés ni capables de mener les réformes qu'ils cherchaient ni réceptifs des appels de la population, les mouvements islamiques ont occupé l'espace politique qui sépare les aspirations de réforme politique et les régimes sourds.

L'étude approfondie de cette dynamique menée par le Conseil scientifique néerlandais de la politique gouvernementale a conclu qu'un tel « activisme islamique » présente de nombreuses références à la démocratisation. Nous ne devons pas considérer immédiatement ces mouvements comme des partenaires pour reconnaître qu'ils ont un rôle à jouer et peuvent apporter une contribution positive à la réforme politique si on leur permet de participer au processus politique.

En même temps nous avons besoin d'attentes réalistes concernant le rythme, la portée et la profondeur des réformes. Il n'y aura pas de transition rapide à la démocratie libérale de style occidental. Nous pourrions devoir nous concentrer plus sur la démocratie locale et la dimension sociale, plutôt que sur la réforme globale immédiate du système politique. Néanmoins, des avancées significatives sont possibles si nous parvenons à contribuer à l'émancipation des mouvements modérés, quelle que soit leur origine. Nous ne pouvons plus placer nos espoirs exclusivement sur les partis libéraux et laïques. Le temps est venu d'explorer les possibilités de dialogue politique avec les mouvements islamiques.

L'UE doit également revoir ses relations avec les régimes (semi-) autoritaires. Nous devons adopter une ligne claire et cohérente pour nos relations avec les pays méditerranéens, faisant de la démocratisation progressive notre objectif numéro un. Les gouvernements occidentaux les ont longtemps soutenus par souci de stabilité. On pensait que la promotion d'une plus grande liberté politique risquait de mener à l'arrivée au pouvoir d'extrémistes hostiles. Cependant, dans les pays où les citoyens ont des raisons de se plaindre de la corruption, de la mauvaise gestion et du manque de liberté politique, c'est justement l'autoritarisme qui fait le lit des extrémistes. La démocratie est la meilleure manière d'impliquer les citoyens dans l'avenir de leur pays. Tant qu'elle sera accompagnée de l'appui nécessaire au développement économique et à la gouvernance responsable, la démocratie sera la meilleure garantie de stabilité à long terme.

Le dialogue entre les civilisations

Nos relations avec le bassin méditerranéen en tant que partie du monde musulman sont complexes. Bien que l'Europe soit étroitement liée à cette région par son économie et l'importance des communautés immigrées, la suspicion règne. Cette suspicion a des racines historiques,

mais elle a été considérablement renforcée par le scénario du choc des civilisations depuis le 11 septembre, alimentant l'idée que l'Occident et l'Islam sont empêtrés dans une bataille idéologique. Logiquement intenable, cette vision est la plus mauvaise base possible pour un dialogue tourné vers l'avenir.

Au lieu de cela, nous devons promouvoir la compréhension mutuelle, définir des valeurs communes et chercher une vision partagée de notre avenir. C'est pourquoi nous devons soutenir la notion d'une « alliance des civilisations » afin de contrer l'idée que les mondes occidental et musulman sont condamnés à se regarder en chiens de faïence. Les gouvernements devront être impliqués mais, puisque nous devons nous assurer que nos critiques ne seront pas perdues dans le processus, il pourrait être bien plus important de renforcer notre dialogue avec les organisations de la société civile dans la région. Cela leur fournirait une plateforme d'échange d'opinions et de contact et nous permettrait d'influencer leurs agendas.

Un tel dialogue aurait également un impact sur les communautés musulmanes implantées dans nos sociétés, où on rencontre la même suspicion. Malheureusement, les relations interculturelles ont été meurtries par le 11 septembre et sont soumises à une pression accrue dans de nombreux États membres de l'UE. Même si la situation change beaucoup d'un État membre à l'autre et si notre politique étrangère ne résoudra pas à elle seule le problème de l'intégration, le dialogue interculturel interne pourrait tirer profit d'une vision de l'Europe en tant que force positive dans le monde.

Il y a toutefois un lien entre un certain type de fondamentalisme islamique et la radicalisation violente. Nous sommes face à une vraie menace de la part des organisations terroristes qui justifient la violence par l'idéologie religieuse. Une radicalisation violente apparaît tant chez nous que dans le monde musulman et ne se préoccupe pas des frontières internationales. C'est un phénomène transnational. Pour le contrer, il nous faut un savant dosage d'action résolue contre les cellules terroristes actives, de politique étudiant les circonstances qui sont à la base du mécontentement et d'approche internationale plus cohérente. C'est un jeu d'échecs à trois niveaux en même temps : dans nos relations avec le monde musulman et avec les communautés musulmanes dans nos propres sociétés et dans notre lutte contre la violence fondamentaliste.

Un agenda européen pour notre voisinage méridional

L'Europe doit donc se doter d'une politique plus stratégique et plus politique envers les pays du bassin méditerranéen. Nous devons développer un agenda à long terme orienté sur la réforme et la démocratisation politiques et saisir les possibilités offertes par les dynamiques internes et tenter de les créer là où elles sont font défaut, mais toujours sur la base d'une compréhension globale de la situation locale. Nos actions doivent couvrir tous les niveaux. Nous ne pouvons pas nous limiter aux relations intergouvernementales et devons nous engager avec la société civile et les mouvements politiques.

L'Union européenne doit associer une critique plus cohérente et de la répression politique et une réorientation progressive de ses programmes d'aide. Le principe de conditionnalité doit être appliqué de manière plus rigoureuse, mais les profits doivent être à l'avenant. L'aide européenne à la démocratie, qu'elle soit financée par l'UE, les États membres ou des ONG, pourrait jouer un rôle important si elle est plus focalisée et plus coordonnée. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales et les groupes politiques européens doivent étudier les possibilités de nouer un dialogue avec les mouvements islamiques, même si cela constitue un processus délicat et difficile.

Enfin, pour apporter de l'eau au moulin de « l'alliance des civilisations », nous pourrions explorer l'idée d'une conférence de type Helsinki pour la Méditerranée, qui aborderait les questions de sécurité et les droits de l'homme. Les résultats d'un tel dialogue pourraient donner aux mouvements de base une possibilité de faire progresser la réforme politique dans le sens des engagements de leurs gouvernements respectifs.

Hannes Swoboda

Vice-président
du Groupe socialiste



La responsabilité de l'Europe

L'Europe ne peut se délier du passé, du présent et du futur au Moyen-Orient. Le traitement réservé à la population juive au fil des siècles, la discrimination dont elle a été victime, les pogroms et, enfin, la politique nazie d'extermination systématique sont en même temps la motivation et les éléments de soutien qui ont amené le mouvement sioniste à fonder un nouvel État – Israël – qui serait un « havre de sécurité » pour les Juifs du monde entier.

Notre obligation et notre soutien ne peuvent toutefois s'adresser uniquement à l'Israël – ou à la majorité juive vivant en Israël – d'aujourd'hui, mais à tous les États et peuples du Moyen-Orient, parce que la fondation d'Israël a entraîné l'éviction de franges entières de la population arabe.

En outre, la colonisation et les attitudes néocoloniales sont à la base d'une grande partie des souffrances des peuples concernés et de l'image négative de l'Occident dans la région. Il suffit de penser à l'aventure franco-britannique à Suez il y a cinquante ans, à l'action américaine – soutenue par la Grande-Bretagne – contre le gouvernement iranien démocratiquement en 1953, ou à la guerre en Irak. Ce ne sont là que quelques exemples d'une longue liste d'interventions extérieures, très souvent dictées par la principale ressource naturelle de la région, le pétrole.

L'Europe, et en particulier l'Union européenne, doit donc aider la région et tous les peuples qui y vivent à trouver la voie de la paix, de la sécurité et du progrès économique. C'est également une responsabilité vis-à-vis des citoyens européens parce que les conflits non résolus et la privation économique sont un terrain fertile pour l'instabilité et le terrorisme dans une région qui est non seulement notre voisine immédiate, mais aussi vitale pour notre approvisionnement en énergie.

C'est pourquoi l'Europe a de nombreuses raisons d'assumer ses responsabilités, notamment d'appliquer enfin la résolution de base des Nations Unies de 1947, qui prévoit la coexistence de deux États dans la région, c'est-à-dire aujourd'hui la création d'une Palestine indépendante et viable jouissant des mêmes droits à l'existence et à la sécurité qu'Israël, contribution vitale et nécessaire à la sécurité de ce dernier. Nous devons donc répondre à notre double obligation envers Israël et envers la Palestine, et ce dans l'intérêt des deux parties.

Et les États-Unis ?

Une position européenne forte et unie est d'autant plus nécessaire que l'attitude américaine est partielle et myope. Le beau projet d'un grand Moyen-Orient démocratique s'est effondré, en raison notamment de la guerre non seulement injustifiée mais également catastrophique en Irak, appuyée malheureusement par certains pays européens. L'intervention en Irak a aidé l'Iran chiite à jouer un rôle plus en vue dans la région – au même titre que l'invasion, justifiée à la base, de l'Afghanistan –, mais les États-Unis se sont montrés incapables d'en tirer profit au niveau de leurs relations avec ce pays. Le résultat en est qu'ils apportent un soutien de plus en plus indiscerné à Israël et ont de moins en moins d'influence dans le monde arabe. Comme le signalait l'ancien Secrétaire d'État James Baker : *« Nous sommes passés des règlements illégaux de l'administration Carter aux règlements constituant un obstacle à la paix de l'ère Reagan et Bush père. Aujourd'hui [sous Clinton], on dit qu'ils compliquent la situation »*. Que faut-il alors dire de l'administration Bush fils, qui accepte et soutient presque tout ce qu'Israël fait ? La cause même du malheur et du conflit au Moyen-Orient, la question palestinienne, est oubliée en dépit des promesses formulées par le président Bush au Premier ministre britannique Tony Blair. Mais comme le disait le conseiller en sécurité nationale de George H. W. Bush, Bent Scowcroft : *« Le Hezbollah n'est pas la source du problème; c'est un dérivé de la cause, le conflit tragique au sujet de la Palestine qui date de 1948. »*

Et comme l'écrivait récemment Lawrence Freedman du Kings College de Londres, *« la misère persistante de la Palestine a été occultée par les événements au Liban, et sans nouvelle initiative internationale, il sera encore plus difficile de trouver une solution politique. »*

Quoi qu'il en soit, la politique de l'actuelle administration Bush, qui consiste à négliger le problème de la Palestine, à soutenir sans discer-

nement la position israélienne – il suffit pour s'en convaincre de suivre le débat autour du lobby israélien aux États-Unis –, à intervenir pour renverser le régime en Irak et à au moins isoler la Syrie et l'Iran n'a non seulement pas été un succès, mais elle a aussi contribué à l'agitation actuelle au Moyen-Orient et à la montée de mouvements radicaux, voire terroristes. Ce qui est vrai pour la stratégie américaine l'est aussi pour l'attitude particulièrement biaisée de Tony Blair, qui suit aveuglément les États-Unis. Pour reprendre les termes forts de Chris Patten, « *tandis que Bush et Blair se perdent en futilités, Beyrouth brûle* », et Jacques Chirac tente de son côté d'isoler la Syrie pour de simples motifs personnels !

Ce que Robert Fisk écrivait en 2005 à la fin de son ouvrage *The Great War for Civilisation* est toujours aussi vrai : « *Les citoyens israéliens ont un pays – bâti sur les terres d'un autre peuple, ce qui est tragique pour eux et pour les Arabes –, mais leurs gouvernements de droite, encouragés par la droite la plus radicale des gouvernements américains, détruisent les perspectives de paix qu'ils méritent. Quand le président Bush dit à Israël qu'il peut conserver ses grandes colonies en terre palestinienne, il contribue aux assassinats d'Israéliens et de Palestiniens parce que le conflit colonial se poursuivra.* »

De son côté, l'Europe doit conserver et étendre son influence dans la région dans l'intérêt du progrès et de la démocratisation à l'intérieur même des pays et pour sa propre sécurité, et parce que c'est la seule manière efficace d'aider Israël. Nous devons toutefois essayer de convaincre les Américains de revenir à une approche plus équilibrée.

Les lignes directrices d'une stratégie européenne

1.) Une nouvelle stratégie pour le Moyen-Orient ne peut réussir sans le concours des États-Unis. En ces temps de doutes croissants au sein de l'opinion publique américaine et d'action désespérée de l'administration Bush, c'est cependant à l'Europe unie de montrer la voie. Comme l'écrivait récemment Martin Wolf dans le *Financial Times* : « *Seuls les États-Unis peuvent décider de leur futur rôle, mais les Européens peuvent les y aider en devenant des alliés plus efficaces et des observateurs critiques plus unis.* »

2.) Le problème central de la Palestine ne peut plus être négligé. Un message clair doit être adressé à Israël : la paix ne sera jamais instaurée

L'Europe ne peut se délier du passé, du présent et du futur au Moyen-Orient



par la force ni par l'action unilatérale. Comme Avi Shlaim, l'auteur de *The Iron Wall : Israel and the Arab World*, l'écrivait juste avant le cessez-le-feu au Liban : « *Il reste encore à voir si Israël sortira de cette guerre dans une position stratégique plus favorable que celle qui l'a déclenchée. Aucun gain stratégique ne peut toutefois moralement justifier la mort et la destruction qu'Israël a fait déferler sur son voisin sans défense.* »

L'assassinat de nombreux civils, la destruction des infrastructures et l'arrestation de représentants palestiniens démocratiquement élus sont non seulement moralement inacceptables, mais ils créent aussi de nouveaux fanatiques haineux à l'encontre d'Israël et de ses alliés.

3.) Tous les pays et groupes politiques concernés doivent être impliqués dans une initiative politique visant à trouver un règlement durable. Le moteur principal de la politique étrangère des États-Unis ne peut plus être le concept de pays flous et le changement de régime.

Comme l'écrivait récemment Thomas L. Friedman : « *Cinq décennies d'isolation de Cuba par l'Amérique n'ont produit que cinq décennies de Fidel Castro. Tant que nous ne nous départirons pas de notre ambiguïté vis-à-vis de l'Iran et de la Corée du Nord – changement de régime ou changement de comportement –, ceux-ci maintiendront leur ambiguïté au sujet de leur programme nucléaire.* »

On a également pu lire dans le *Financial Times* le commentaire suivant sur l'Iran : « *Les États-Unis ont fait un pas dans le sens de pourparlers, mais ont posé la condition imprenable préalable que Téhéran renonce à son activité d'enrichissement d'uranium. La clarté sur le programme nucléaire iranien n'est toutefois concevable que dans le cadre d'une grande négociation qui consacre le statut de l'Iran en tant que puissance régionale et tienne compte de ses aspirations légitimes à la sécurité.* »

Il n'y a aucune garantie qu'une participation de l'Iran changera l'attitude de ce pays au sujet de son programme nucléaire et de la paix au Moyen-Orient, et notamment du Hezbollah, mais nous devons essayer. Il en va de même pour la Syrie. L'exemple de la Libye est porteur d'espoir.

Un des principes directeurs d'une position européenne ferme doit être que la force – et en particulier la force seule – et les solutions imposées de manière unilatérale ne peuvent apporter la paix et la sécurité dans la région. Il doit y avoir des négociations avec toutes les parties impliquées, y compris le Hamas, comme de nombreux Israéliens

le souhaitent, des politiciens tels que Shlomo Ben-Ami aux écrivains comme David Grossmann. Le général Uri Saguy, ex-chef des services secrets militaires israéliens, a même déclaré au sujet de la récente guerre au Liban : « *Cette guerre doit mener nos dirigeants à comprendre les limites de la force et la nécessité d'arriver à un accord politique régional. Ceux qui ont vision manichéenne du monde ne pourront qu'alimenter les conflits et la déstabilisation dans la région.* »

4.) Cela ne signifie toutefois pas que nous devons abandonner toute stratégie de démocratisation au Moyen-Orient. Bien au contraire, nous devons développer et poursuivre une stratégie sophistiquée d'ancrage de la démocratie et de renforcement de la société civile dans tous les pays de la région, mais il doit être clair que ces changements ne peuvent venir de l'extérieur. Le borbier irakien montre la voie à ne pas suivre. Le soutien aux ONG crédibles et l'ouverture du plus grand nombre possible de moyens de communication sont les conditions essentielles au développement démocratique. Nous devons donc accepter une stratégie duale d'implication des gouvernements actuels dans la recherche d'une solution durable aux principaux conflits et de promotion permanente des avancées démocratiques dans les pays concernés.

Nous ne pouvons admettre la « stratégie » simpliste et arrogante de l'administration Bush et devons préférer la vision exposée par l'ancienne Secrétaire d'État Madeleine Albright, par exemple dans son récent ouvrage *The Mighty & the Almighty* : « *En tant que démocratie la plus puissante au monde, l'Amérique doit aider tous ceux qui souhaitent établir et consolider des institutions libres. Dans ce contexte, nous devons nous rappeler que la promotion de la démocratie est une politique et non une mission, et que les politiques doivent être testées sur le terrain de la diplomatie, de la mise en pratique et du respect des normes internationales.* »

Nous devons également accepter les critères non dogmatiques qu'elle fixe pour une politique couronnée de succès : « *Le caractère moral d'une action ne se juge pas à l'aune de son respect de l'un ou l'autre principe rigide, mais des résultats moraux ainsi atteints.* »

Nous ne devons pas non plus oublier qu'Akhar Ganji, un des grands journalistes démocrates iraniens, qui a passé six ans en prison, nous dit : « *Notre lutte est difficile et pourrait même être longue. Tous ceux qui disent détenir la formule magique qui apportera la liberté en Iran et*

déclarent que tout ce qu'il leur faut pour appliquer leurs plans, c'est de l'argent étranger et une aide extérieure, sont des escrocs. »

5.) Une présence militaire importante dans une force internationale possédant un mandat clair des Nations Unies sera nécessaire. L'Europe devra jouer un rôle en vue dans cette force, mais une participation arabe serait particulièrement bienvenue. Aucune force de maintien e la paix ne peut réussir sa mission sans la volonté de tous les acteurs politiques de la région de trouver une solution définitive à tous les conflits sur la base de compromis, mais dans le respect de l'autodétermination et de la sécurité de tous les peuples. Comme l'écrivait récemment Lee Feinstein sur le maintien de la paix au Liban : *« Le rôle d'une force internationale au Liban est éminemment politique. Cette force doit être considérée comme un moyen de faire avancer une approche politique globale qui inclut de manière réaliste les pays concernés dans la région, y compris la Syrie et l'Iran. Le déploiement d'une force internationale au Liban peut contribuer à la création d'un espace politique. Une telle force ne peut gagner une guerre où il n'y aura jamais de vainqueur. Si elle est créée dans cette optique, elle est vouée à l'échec. »*

C'est vrai pour une force de maintien de la paix au Liban, mais ce l'est également pour l'indispensable contingent international à déployer en Palestine.

Seul un cadre politique solide peut offrir aux forces internationales de maintien de la paix une chance de succès. C'est ici que l'Europe doit jouer un rôle décisif. Comme l'écrit Anatol Lieven : *« Même si une telle déclaration peut sembler sévère, une force internationale de maintien de la paix au Sud-Liban dans les conditions proposées jusqu'ici revient à aider Israël à éviter de devoir affronter l'échec de sa stratégie et d'avouer l'obligation de s'engager dans un débat national douloureux mais essentiel sur les autres options. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Europe, du Moyen-Orient, des États-Unis, ni même – à long terme – dans celui d'Israël.*

Au lieu de cela, les Européens doivent comprendre que, pour la première fois depuis de nombreuses années, l'échec de plus en plus visible de la stratégie israélienne et américaine et le besoins d'aide extérieure de Tel Aviv et de Washington confèrent au Vieux Continent une influence réelle. Ils doivent profiter de cet avantage pour aider à trouver une vraie solution aux conflits multiples et interreliés au Moyen-Orient. »

6.) Un des principaux objectifs d'une stratégie européenne globale consiste – pour reprendre les mots d'Olivier Roy – « *à contrer la synergie entre le nationalisme arabe, le militantisme sunnite et le croissant chiite, qui liera les champs de bataille, de l'Afghanistan au Liban.* »

Pour empêcher cette synergie et tous ses effets dévastateurs pour la sécurité de l'Europe, nous devons mettre au point une stratégie beaucoup plus sophistiquée consistant à amener le Hamas et le Hezbollah à la table des négociations en leur donnant un rôle politique et une responsabilité réelle vis-à-vis de leur peuple. Nous devons respecter le rôle régional de l'Iran mais aussi le limiter, en coopération avec les gouvernements arabes sunnites, qui n'ont aucun intérêt à voir apparaître un Iran chiite dominant. Parallèlement à l'engagement politique des gouvernements actuels, nous devons renforcer la société civile sur la longue voie qui mènera à la démocratie dans les pays de la région.

Enfin, nous devons convaincre Israël – et je reprends ici aussi les mots d'Olivier Roy – de « *renoncer à sa politique de "bunkérisation" qui consiste à se retirer derrière des frontières fortifiées et à éradiquer tout ce qu'il perçoit comme une menace.* »

Aucune stratégie pour le Moyen-Orient n'offre de garantie de succès, mais il est évident que les actions très souvent désespérées et hasardeuses du passé n'ont pas fonctionné. L'Europe doit donc tenter une approche plus visionnaire et plus globale, une approche qui pourrait être qualifiée de stratégie.

Abdullah Abdullah

Président de la Commission Politique
du Conseil Législatif Palestinien



Au nom du Conseil législatif et du peuple palestinien, je suis très reconnaissant au Groupe socialiste et au Parlement européen de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer devant vous à propos de la situation actuelle au Moyen-Orient et de débattre de la manière dont nous pouvons tous contribuer à la paix.

Six mois après l'assassinat d'Itzhak Rabin, quatre dirigeants juifs américains ont écrit une lettre à l'attention du Premier ministre Benjamin Netanyahu, dans laquelle ils lui ont recommandé ce qui suit : abandonner le processus de paix d'Oslo, faire pression en faveur de l'invasion de l'Irak, isoler la Syrie et mettre fin ainsi aux problèmes d'Israël. La guerre au Liban du mois dernier a pleinement démontré le danger de ce genre de recommandation et la mauvaise appréciation de la situation dans la région dans le contexte du conflit arabo-israélien.

La guerre menée à la frontière israélo-libanaise a permis de tirer trois conclusions. Premièrement, il n'existe aucune solution militaire aux conflits du Moyen-Orient. Considérée comme la plus forte de la région, l'armée israélienne n'a pas été en mesure de s'imposer face au Hezbollah. Deuxièmement, il n'existe aucune solution unilatérale aux crises de la région. Ces solutions ne débouchent que sur une accalmie temporaire, suivie à son tour par un nouveau cycle de violences. Loin de solutionner le conflit entre Israël et les pays voisins, les retraits unilatéraux du Liban en mai 2000 et de Gaza en septembre 2005 n'ont été qu'un intermède avant l'éruption d'un nouveau cycle de violences. Troisièmement, pour résoudre la crise au Moyen-Orient, nous devons aborder et régler la cause à l'origine de cette crise, à savoir le conflit israélo-palestinien.

À la lumière de ces trois enseignements, comment pouvons-nous faire bon usage de ceux-ci pour tenter d'éviter les effusions de sang dans les deux camps, que ce soit en Israël ou dans les pays arabes voisins ? Il va

de soi que tout cela dépend des politiques israéliennes. En effet, depuis l'assassinat de l'ancien Premier ministre Itzhak Rabin, les dirigeants israéliens n'ont jamais discuté de la paix avec les Palestiniens : ils en ont toujours parlé entre eux. Dans son ouvrage intitulé *Crazies in the trap*, Shlomo Gazit, ancien chef de l'armée israélienne, a admis qu'aucun dirigeant israélien n'a jamais cru ou accepté le droit des Palestiniens à l'autodétermination ou à la souveraineté.

Dans ce contexte, l'impératif démographique s'oppose à l'impératif géographique. Il y a les dirigeants israéliens qui entendent conserver les territoires palestiniens, mais maintiennent les Palestiniens locaux dans un statut de citoyens de seconde catégorie et d'autres dirigeants qui veulent se débarrasser d'une population palestinienne occupant la superficie la plus faible possible et annexer la plus grande partie des territoires au profit d'Israël. Bien entendu, il existe une troisième option. Cette semaine, Effi Eitam, dirigeant du Parti religieux national israélien, a proposé une nouvelle solution au conflit : le déplacement de tous les Arabes palestiniens de la Cisjordanie. Ces recettes n'apportent pas la paix. Au contraire, elles prolongeront les conflits dans la région.

Sans entrer dans les détails sur l'évolution de la politique israélienne, je ferai deux brèves observations. Tout d'abord, Israël a poursuivi la construction de colonies en dépit de la signature de l'accord d'Oslo et de l'approbation de la Feuille de route en 2003, dont les premières lignes du premier paragraphe disposent ce qui suit : « geler toute activité de colonisation, même lorsqu'il s'agit de l'expansion naturelle de ces colonies ». C'est ce que proposait aussi précédemment un document baptisé le « plan de travail Tenet », du nom de l'ancien directeur de la CIA qui s'est rendu au Moyen-Orient et a élaboré ensuite son rapport. Cette clause apparaît également dans le rapport George Mitchell, figure de proue du Sénat américain qui a conclu l'accord du Vendredi Saint en Irlande du Nord en 1998. M. Mitchell s'est également rendu au Moyen-Orient avant de rédiger son rapport. Pourtant, en dépit de toutes ces recommandations, la poursuite des confiscations de territoires et l'expansion des colonies ont atteint un niveau tel que 50 % des colonies ont été construites après la signature de l'accord d'Oslo, sans compter l'annonce récente de la construction de 700 lotissements supplémentaires dans les deux principales colonies implantées autour de la ville de Jérusalem.

Ces pratiques ne contribuent pas à la paix dans la région. Israël a tiré profit des attentats terroristes du 11 septembre. Le pays est parvenu à qualifier au moins un groupe des Palestiniens de terroristes et à affirmer que ces derniers n'étaient pas des partenaires pour la paix, alors qu'ils ont toujours confirmé leur volonté d'obtenir une paix fondée sur les mêmes principes de la Conférence de Madrid, à savoir des territoires en échange de la paix et l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies. La Feuille de route est le dernier plan de paix en date que les Palestiniens ont accepté sans condition, tandis qu'Israël a formulé quatorze réserves à son encontre, ce qui a fait dire à un observateur américain qu'avec autant de réserves, il n'y a plus ni feuille ni route.

Aujourd'hui, Israël tente d'exploiter les dernières élections en Palestine, qui ont vu le Hamas remporter la majorité au Conseil législatif. Tout le monde présentait la démocratie comme le seul moyen d'améliorer la situation au Moyen-Orient. La démocratie est ancrée dans notre sang et dans nos mœurs. Pourtant, cette démocratie a décidé que le Hamas avait la majorité. Il va de soi que le Hamas a un programme politique différent du programme politique palestinien consensuel. À présent, chacun demande aux Palestiniens de reconnaître Israël et de dénoncer la violence, mais personne ne demande à Israël de se conformer aux normes et principes de paix convenus qui sont énoncés dans divers plans comme la Feuille de route, l'initiative de paix arabe, les résolutions du Conseil de sécurité ou la fin de ses attaques contre les Palestiniens, la confiscation de leurs terres et la reconnaissance de leur droit à l'indépendance et à la souveraineté.

Nous avons été contraints de subir une punition collective sous la forme d'un isolement politique et d'un blocus économique. Nous avons été soumis à des sanctions qui ne portent pas atteinte aux membres du Hamas, mais bien à tous les Palestiniens, qu'il s'agisse de l'enfant qui prend le chemin de l'école, du malade qui est hospitalisé, du travailleur qui se rend au travail, du fonctionnaire qui gagne son bureau. Ce sont eux les victimes des sanctions. Ce n'est pas de cette manière que l'on parviendra à la paix. Ces sanctions ont plutôt débouché sur une vague de rejet, de ressentiment et d'extrémisme.



« Nous croyons
sincèrement que
nous pouvons faire
la paix avec nos
voisins »



Pourtant, nous sentant investis de la responsabilité de trouver des personnes, des groupes, des pays ou des partis politiques comme le vôtre, nous croyons sincèrement que nous pouvons faire la paix avec nos voisins. Nous sommes déterminés à faire la paix avec Israël, à vivre côte à côte avec eux, mais nous n'accepterons jamais que les Israéliens vivent à notre place. L'occupation d'Israël doit cesser. Nous devons nous libérer de cette occupation, ce qui suppose que nous puissions jouir de notre droit à l'autodétermination et de former notre État dans les territoires occupés depuis 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale et une solution à la question des réfugiés fondée sur la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Pour ce qui est de changer le climat politique, le paysage politique, l'attitude du Hamas, notre président est parvenu à intégrer le Hamas en quatre étapes. Après son élection le 9 janvier 2005, le président Mahmoud Abbas a amené le Hamas à accepter une trêve d'un an. Les Israéliens ont réagi en affirmant que « c'est une décision palestinienne qui ne nous concerne pas ». Israël a poursuivi ses attaques contre les Palestiniens et votre Parlement a adopté plusieurs résolutions condamnant les assassinats ciblés, les blocus, les barrages routiers, les humiliations infligées aux Palestiniens, les confiscations de terrains et la construction de nouvelles colonies, ainsi que la poursuite des travaux de construction du mur de séparation raciste qui sépare les Palestiniens des Israéliens, ignorant ainsi l'avis consultatif de la Cour internationale de justice.

Le Hamas, qui était contre l'ensemble du système politique palestinien, était opposé au principe de négociation. Il était opposé par principe à la reconnaissance d'Israël. Toutefois, dans le cadre de notre dialogue politique qui a suivi les élections, notre président est parvenu à faire accepter au Hamas une plateforme que nous avons baptisée document national de consensus. Ce document comporte toutes les exigences de paix qui figuraient dans les documents précédents. Hamas fait désormais partie intégrante du système politique palestinien.

Le président palestinien a franchi une étape supplémentaire. Le 12 septembre dernier, il a fait accepter au Hamas trois points fondamentaux qui répondaient à toutes les exigences de la communauté internationale. Par rapport aux accords antérieurs signés par l'OLP, le document, en tant que mandat politique de l'autorité nationale palesti-

nienne, stipule que le nouveau gouvernement d'union nationale fait honneur à tous les documents signés par l'OLP. Il est parvenu à faire progresser la position du Hamas concernant la reconnaissance d'Israël. Bien que le Hamas prétende que si Israël ne reconnaît pas la Palestine et n'accepte pas le droit des Palestiniens d'avoir leur État comme c'est formulé dans la Feuille de route, pourquoi devrions-nous reconnaître au préalable Israël ? La reconnaissance doit être mutuelle. Troisièmement, il y a le rejet de la violence. Depuis le 25 juin de cette année et l'arrestation du soldat israélien sur le champ de bataille, 248 Palestiniens ont été tués, contre deux soldats du côté israélien. Dans ce cas, qui perpète de violentes attaques contre qui ?

Par ailleurs, le Conseil national palestinien s'est réuni en 1996 en séance spéciale à Gaza pour amender tous les articles qui n'étaient pas conformes à l'objectif de paix avec Israël. Et lorsque le Premier ministre Netanyahu est arrivé au pouvoir un mois ou deux plus tard, il a insisté en disant que cette réforme était incomplète et nous avons donc dû nous réunir une nouvelle fois. En décembre 1998, le président Clinton en personne était à Gaza et le Conseil s'est à nouveau rassemblé pour réaffirmer la modification de ces articles. Selon moi, Israël n'a aucun argument solide pour mettre en doute l'engagement palestinien en faveur de la paix.

Nous avons les résolutions des Nations Unies, nous avons le droit international, nous avons l'initiative de paix arabe et nous avons la Feuille de route. Tous ces éléments peuvent former un cadre de référence pour un futur processus de paix. Demain, le groupe des pays arabes soumettra une requête au Conseil de sécurité pour trouver un mécanisme concernant la manière d'appliquer la Feuille de route et les résolutions concernées du Conseil de sécurité relatives au conflit du Moyen-Orient. Dans ce contexte, nous avons besoin de l'Europe et de l'UE pour adopter une position forte à l'appui de cette requête. Il existe aussi une demande de conférence de paix internationale chargée d'aborder le conflit israélo-palestinien. Cette conférence doit s'appuyer sur son objectif final, c'est-à-dire la fin de l'occupation israélienne et la création d'un État palestinien indépendant, comme le décrit lui-même George Bush : « un État viable au territoire contigu dans les territoires occupés en 1967 ».

En sa qualité de tierce partie, l'Europe peut soutenir cette initiative pour faire appliquer la légalité internationale. Croyez-moi, si les Palestiniens et

les Israéliens sont laissés à eux-mêmes, il sera très difficile de faire en sorte que les Israéliens, les occupants, cèdent. Je crains que plus d'un dirigeant israélien demande non seulement le déplacement des Palestiniens, mais probablement aussi leur anéantissement. Nous avons besoin de l'intervention de l'Europe, qui a tout intérêt à jouer ce rôle du fait de sa proximité. La stabilité et la paix dans la région bénéficieront clairement à l'Europe et aideront les peuples de la région, en l'occurrence les Palestiniens, les Israéliens et les Arabes. Dans ce cas, nous serons dans une situation de gagnant-gagnant. Par contre, si ce n'est pas le cas, je crains que nous ne devions vivre d'autres conflits qui toucheront la région dans son ensemble et au-delà. Agissons donc maintenant pour veiller à ce que la justice triomphe et la paix prévale.

Joseph Bahout

Conseiller du « Middle East
Prospect Forum » à Beyrouth



Comme plusieurs des intervenants précédents, je crois que cette guerre que nous avons vécue cet été au Liban est riche d'enseignements et qu'elle a démontré plusieurs choses. D'abord, elle a montré bien sûr l'inanité de la violence et l'inutilité ou la vanité de toute solution militaire à des conflits comme celui que le Proche-Orient connaît depuis plus de quarante ans. Mais ce qu'elle a surtout montré aussi, c'est le lien quasi-organique qui existe entre les différents conflits de la région. Depuis quelques années, il a été par exemple extrêmement en vogue de parler progressivement d'une perte de centralité du conflit israélo-palestinien ou israélo-arabe qui seraient progressivement remplacés par d'autres types de conflits dans la région, de type conflits Islam-Occident, de type conflits intra-islamique, intra-arabe ou même le conflit entre le monde persan et le monde arabe, etc...

Il est évident, et la guerre de cet été l'a montré, que si tous ces conflits sont effectivement pertinents et ont une pertinence propre, tous ces conflits, que ce soit le nucléaire iranien, que ce soit les conflits qui aujourd'hui opposent les radicalismes divers à la modernité occidentale, ou que ce soit le conflit au Sud Liban ont finalement une même et seule matrice qui est d'une certaine façon le conflit historique qui est fondateur au Proche Orient, c'est-à-dire le conflit israélo-arabe.

Cette guerre a donc aussi montré l'inanité d'essayer de découpler les crises pour les traiter séparément une à une ; elle a montré qu'il existait un système de vase communicant au moins au niveau de la violence entre toutes ces crises ou au moins entre tous les discours de crises ou tous les discours de violence qui se nourrissent les uns les autres.

Si cette guerre a montré cela, cette guerre a aussi ouvert une multitude de perspectives et posé une multitude de questions. Il est sans doute trop long ici de rentrer dans les multiples interrogations de type « Qui a vraiment gagné la guerre de cet été ? », « Qui l'a vraiment perdue ? » ; je crois que c'est une question bien entendu très importante, mais elle nécessite une réponse extrêmement nuancée. Une autre question qui, probablement

aussi a été ouverte par ce conflit, c'est comment les intégrer, comment traiter avec eux, comment négocier avec les acteurs para-étatiques dans cette région, acteurs qui deviennent carrément les acteurs principaux du conflit politique. Il semble que c'est un des caractères essentiels du nouveau conflit tel qu'il est en train de se transformer au Proche Orient, avec les cas du Hamas en Palestine, du Hezbollah au Liban, et d'autres groupes ailleurs, je pense à l'Irak par exemple. C'est donc une vraie question qui s'adresse aux politiques « Comment arriver à faire de la place à des acteurs quasi, para, ou parfois anti-étatiques, en apparence du moins ».

Troisième question qui se pose aussi, et c'est sur celle-ci que je voudrais réfléchir quelques minutes devant vous, c'est la question de savoir si on va, comme certains le disent aujourd'hui, vers un second round ; si la guerre du Liban de cet été a été une sorte de répétition générale, une sorte de brouillon pour d'autres guerres à venir et si, aujourd'hui, on va plutôt vers une sorte d'arc de crise, d'arc de conflictualité allant de la banlieue sud de Beyrouth à la frontière irano-afghane ou irano-pakistanaise ; ou si au contraire, on va vers une sorte de package deal et de solution globale telle que Monsieur Schulz l'a appelé de ses vœux tout à l'heure.

Pour réfléchir à cela, je voudrais me concentrer sur un objet très particulier, et qui est très précisément le mécanisme juridico-diplomatique qui a mis fin à cette guerre de 32, 33 ou 34 jours au Liban (34 jours puisque la guerre s'est prolongée au-delà de l'annonce officielle de la cessation des hostilités comme vous le savez). Ce mécanisme là, c'est la fameuse Résolution 1701 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, votée le 11 août, sur laquelle je voudrais dire quelques mots.

Il est intéressant de voir depuis quelques années, essentiellement au Proche-Orient, qu'il y a une sorte de nouvelle « race » de résolution Onusienne qui a été inaugurée il me semble avec la guerre en Irak, mais qu'on a vu surtout s'appliquer singulièrement sur le terrain libanais. Je pense essentiellement à la Résolution 1559 qui était une résolution à tiroirs, c'est-à-dire une résolution multidimensionnelle, qui couplait plusieurs crises à la fois. L'on aurait pu penser d'une certaine façon, puisqu'il est devenu évident que les crises ont un lien entre elles, que ce type de résolution, en couplant toutes les crises entre elles, pouvait aider à les résoudre toutes ensemble d'un même coup. En fait, il n'en a rien

été. J'ai bien peur que la 1701, qui ressemble beaucoup dans sa structure, ou dans sa « morphologie » juridique à la résolution 1559 ne connaisse plus ou moins les mêmes tribulations et les mêmes malheurs. Pour aller vite, je dirais qu'aujourd'hui, il y a au moins quatre lectures possibles ou quatre lectures aujourd'hui en cours de la même résolution 1701. Il y a bien sûr, excusez cette métaphore, la « lecture du Bon Dieu », c'est-à-dire la lecture de l'ONU qui a créé la 1701. C'est la lecture la plus strictement juridique et textuelle, c'est la lecture qui s'accroche au texte de la résolution et à ses dispositions. Mettons-la de côté car nous savons que ce n'est pas là que l'avenir du conflit va se jouer.

Il y a d'autre part la lecture minimaliste et plus ou moins prudente du gouvernement libanais de la 1701, c'est-à-dire la lecture qu'a voulu exprimer le premier ministre libanais Fouad Siniora lors de la conférence de Rome puis ensuite dans les autres conférences, c'est-à-dire plus ou moins une lecture de la 1701 qui s'approche le plus possible des fameux « 7 points » dont il a été le chantre, c'est-à-dire une sorte de solution acceptable par tous, Israéliens, Occidentaux, et au sein des Occidentaux américains et européens et, au sein du Liban, libanais entre eux, c'est-à-dire une sorte de *Wishful thinking* impossible à atteindre. Mais surtout je pense que les deux lectures qui vont probablement peser sur la situation proche orientale dans les mois et les années qui viennent, c'est les deux autres lectures de la 1701, celles que le Hezbollah, en tant qu'acteurs para-étatiques mais devenu pratiquement un acteur quasi-autonome sur la scène politique moyenne-orientale et libanaise, veut faire de cette résolution, et la lecture qu'Israël veut faire de cette Résolution. Je pense qu'il y a une lutte qui s'ouvre aujourd'hui, et c'est probablement le contexte politique et géopolitique dans lequel on va vivre pour les mois et les années qui viennent, une lutte autour de l'interprétation de la 1701 dans les faits et non pas dans son texte.

Alors pour faire vite, je dirais qu'une lecture plutôt israélienne de la 1701 viserait en fait à la transformer, c'est-à-dire de prendre des résultats de son application plus que ce qu'il n'y en a dans le texte, et d'essayer d'obtenir dans cette application ce qui n'a pas pu être obtenu sur le terrain du conflit durant les 33 jours de guerre. En gros, la 1701 serait alors à la fois un mécanisme de mise en quarantaine de l'espace libanais (on le voit plus ou moins dans le type de déploiement de la force internationale), et deuxièmement, la 1701 inclurait d'une certaine façon le désarmement plus ou moins coercitif du Hezbollah. Et troisièmement, et



S'il y a lien
organique entre
toutes les crises,
il y a nécessité
de solution liée
à toutes les crises



c'est probablement la lecture américaine plus qu'israélienne, la 1701 devrait servir de mécanisme d'isolement du Liban par rapport à l'arc de crise dans la région, et essentiellement à la crise à venir dans l'esprit des Américains, à savoir la crise syro-iranienne et/ou syrienne et iranienne, selon les conjonctures. Par rapport à cela, la lecture par le Hezbollah de la 1701, la lecture donc de la partie libanaise active sur cette question, c'est la 1701 comme simple mécanisme de protection du Liban, de protection des civils au Liban, et de soutien à l'armée libanaise, étant entendu que cette armée libanaise prend ses décisions ou prend ses ordres d'une autorité politique dont le Hezbollah est partie intégrante, sinon partie principale et partie censeuse.

Il semblerait donc que c'est un peu autour de cela que le combat ou la lutte politique, diplomatique – et peut-être même un jour militaire – va se jouer dans les prochains mois. Alors si je dois me livrer rapidement à quelques petites réflexions prospectives des scénarios à venir, j'aimerais me pencher sur deux points principaux qui nourrissent ce que vous m'excuserez d'appeler mon pessimisme profond par rapport aux évolutions possibles quant à cette situation libano-israélienne, et plus largement libano-syro-palestino-israélienne. Mon pessimisme proviendrait de deux choses. D'abord, dans le cadre de cette lutte autour de l'interprétation de la 1701, c'est tout ce qui est en train de se jouer aujourd'hui et ce qui va continuer de se jouer autour de la nature même de la force internationale. Je pense qu'il y a aujourd'hui une dérive, presque mécanique pourrait on dire, enclenchée par le fait même que cette force multinationale est extrêmement cossue et extrêmement dense (on parle à peu près de 15000 hommes), qu'elle soit lourdement armée, il y a donc forcément déjà une dérive mécanique vers une sorte de force plus ou moins militaire et non pas de « peace keeping ». C'est-à-dire une force plus qui pourrait approcher un jour des missions plus de type chapitre 7 ou ce qui pourrait lui ressembler. Deuxièmement, il y a une dérive, qui n'est pas mécanique celle-là, mais volontariste, et qui est poussée (et je crois que les faits sur le terrain le montrent de plus en plus) par certains acteurs européens mais surtout par les Etats-Unis, parrains occultes en fait de la 1701 (et peut-être même commandement occulte de la force multinationale telle qu'ils l'aimeraient), il y a donc une dérive vers le fait de doter ou d'inclure dans la mission de cette force internationale des missions de surveillance. C'est là où l'on retrouve la mise en quarantaine de l'espace libanais, la surveillance des frontières syro-libanaise, des frontières

maritimes. Cela conduirait donc à sortir la force internationale progressivement du seul terrain de ses opérations prévues, qui est le sud de la rivière du Litani, dans une sorte de glissement progressif mais potentiellement dangereux et belligène. Avec bien entendu une dérive progressive dans la lecture de la 1701 vers une résolution de plus en plus contraignante, qui la mènerait justement vers quelque chose du type chapitre 7 et du type force de coercition dans la région.

Je ne voudrais pas aller plus loin dans les scénarios prospectifs, mais si tel était le cas, il faut sérieusement commencer à réfléchir à la capacité et au type de riposte des acteurs qui seront – ou qui se percevront eux-mêmes comme étant lésés par ce type de situation. On pense évidemment à la Syrie et à l'Iran, c'est-à-dire les acteurs qui ont des capacités de nuisance ; mais aussi à des acteurs qui sont aujourd'hui encore plus ou moins absents de la scène libanaise, comme par exemple certains groupuscules palestiniens, peut-être même un jour le Hamas, ou encore certaines autres factions radicales libanaises. Si tel était le cas, je pense qu'il faut ne pas oublier l'exemple funeste et malheureux des années 83-84 avec ce qu'a vécu une autre force multinationale au Liban, c'est-à-dire une sorte de *roll back* qui a été mis en œuvre à partir de cette période. Il faut le rappeler, et c'est là une ironie de l'histoire, c'est dans cette période trouble que le Hezbollah avait pris sa naissance et avait commencé justement à exister sur la scène politique libanaise et régionale. Donc, voilà le premier motif de pessimisme potentiel.

Le deuxième motif de pessimisme vient, lui, de la scène intérieure libanaise et des conséquences que la guerre de cet été a eu sur la scène intérieure libanaise. Il est évident que, depuis la résolution 1559 (et là aussi, on retrouve justement peut-être le côté néfaste de ce type de résolution), un clivage très fort s'est ancré au Liban. Ce clivage très fort bien entendu a nourri d'une certaine façon la guerre de cet été mais ce clivage très fort a été en partie aussi nourri par la guerre de cet été, mais il a aussi nourri la guerre de cet été, puisque le clivage que la 1559 avait installé sur le terrain libanais, était en gros le clivage entre, d'un côté, ceux qui disaient « Il est temps de mettre fin au conflit, du moins dans sa version libano-israélienne, il est temps de ranger les armes, il est temps de passer à autre chose... », contre une autre ligne politique qui disait « Tant que le conflit israélo-arabe n'est pas terminé, tant que la conflictualité dans la région n'est pas traitée, la résistance a lieu d'être et donc, les armes continueront à parler ». C'est un peu la confrontation

entre ces deux lignes qui donc a nourri la guerre de cet été, mais cette guerre, et là il faudrait réfléchir sur qui l'a gagnée et qui l'a perdue, nourrit en quelque sorte et vient accroître et amplifier cette confrontation sur le terrain libanais. Le risque est fort aujourd'hui, sur la scène intérieure libanaise de voir la tentation de certaines parties politiques libanaises, je pense essentiellement à des composantes radicales au sein de la majorité politique libanaise, d'utiliser à la fois le cadre juridique de la 1701 et le cadre militaire de la force internationale comme outil supplétif dans la lutte politique interne au Liban. C'est aussi quelque chose qu'on commence à voir se développer aujourd'hui, ce qui, en retour, ne manquera pas d'attiser la conflictualité interne au Liban et donc, de remettre la 1701 sur un socle extrêmement mouvant puisque la 1701 a besoin, pour s'appliquer réellement et sagement, d'un corps politique libanais assaini et plus ou moins viable. Mais d'autre part aussi, la conflictualité libanaise, si elle revenait à l'ordre du jour, pourrait nourrir des mécanismes de type 83-84, c'est-à-dire devenir de nouveau des éléments de belligérance dans la région toute entière. Il y a donc un cercle vicieux qui s'annonce.

A l'appui de ces deux risques, je crois qu'il faut sérieusement réfléchir à deux ensembles d'hypothèses qui informent aujourd'hui la situation au Proche Orient pour les mois et probablement les deux années à venir. Une première série d'hypothèses internes, sur laquelle l'équilibre politique libanais va sans doute se jouer et se déterminer (Et à partir du moment où il existe une force internationale du type Finul + au Liban, cette force sera influencée et marquée par les évolutions libanaises), sont d'une part l'enquête internationale sur l'assassinat du premier ministre Hariri et le Tribunal international, avec la ramification directement syrienne de cette question. Et la deuxième échéance interne, c'est la question de la présidence libanaise, c'est-à-dire de l'élection présidentielle dans aujourd'hui moins d'un an, en septembre prochain, avec un Hezbollah et une communauté chiite qui sont aujourd'hui désireux de revoir d'une certaine façon les équilibres internes libanais. Cet ensemble d'hypothèses est à observer de façon assez prudente parce qu'il va informer la viabilité et l'avenir de la vie politique libanaise, et donc d'une certaine façon l'environnement libanais dans lequel se meut cette Finul. Les deux hypothèses régionales, elles, sont bien entendu la question syrienne, c'est-à-dire la question de l'isolement ou pas du régime syrien, la question du maintien de sa strangulation par le

biais d'abord de l'écheveau 1559, et ensuite l'affaire du Tribunal international. Bien entendu, la deuxième grande hypothèque régionale, c'est l'hypothèque du nucléaire iranien avec, aujourd'hui, le début de l'entrée de cette affaire dans un cercle de crise au Conseil de Sécurité, avec des Etats-Unis qui probablement veulent aller vers de plus en plus de sanctions sur cette affaire.

Pour conclure, je dirais que si l'on est d'accord sur le fait que la guerre a montré un lien organique entre toutes ces conflictualités, il est devenu évident que s'il y a un lien organique entre toutes les crises, il y a une nécessité de solution liée à toutes les crises, c'est-à-dire qu'il y a une nécessité de solution globale. D'où, à mon sens, le caractère un peu vain des slogans politiques de type *Lebanon first*, de type *Syria first*, de type *Palestine first*... Puisque l'on sait aujourd'hui, et l'expérience du processus de paix l'a montré, et les échecs du processus de paix l'ont montré, que ce soit l'échec de Madrid, l'échec d'Oslo, l'échec de la Feuille de route, tout cela a montré qu'il était inutile et même contre-productif, voire même létal et fatal pour le processus de paix et pour la région en tout cas, d'essayer d'une part de découpler les crises mais aussi et surtout de jouer un « track » contre un autre. Donc, s'il y a une globalité des solutions, il y a forcément une nécessité de réintégrer dans le jeu politique les acteurs qui jouissent d'une certaine capacité de nuisance et dont peut-être la seule ressource politique, finalement, est justement leur capacité de nuisance. Que l'on aime cela ou pas et là, il ne s'agit pas d'une question morale ou d'une question d'éthique. Il s'agit désormais d'intégrer cette perception, tout en ne se soumettant pas évidemment à cette logique des acteurs ; il s'agit de réfléchir vraiment à la meilleure façon d'intégrer l'ensemble de ces acteurs dans une solution négociée.

Alors, c'est là justement où l'on peut véritablement, et sans naïveté, même si je crois qu'il y a beaucoup d'espoir dans ce que je dis, transformer cette guerre de l'été 2006, et l'internationalisation du terrain libanais, en quelque chose de positif et en une chance pour la paix. C'est là que l'Europe a vraiment un rôle à jouer dans la mesure, et c'est un fait sur lequel il faut que vous réfléchissiez, vous, Européens, où aujourd'hui la Finul est très largement une force européenne. Il y a aujourd'hui, à la différence de la décennie des années 90, où l'Europe était d'une certaine façon le spectateur passif d'un processus de paix dans lequel les Américains étaient les acteurs principaux, et où les Américains confiaient l'Europe au rôle de *Payers* et pas de *players*, il y a vraiment un

levier réel, un levier militaire, un levier humain à même justement de donner à l'Europe un rôle vocal et un rôle réel dans la relance d'un processus de paix. Et alors, peut-être que l'une des seules choses positives qui naît de cette crise de cet été, c'est d'avoir réintroduit de la vraie Europe politique dans le conflit du Proche-Orient. Alors puisque cela est le cas, pourquoi ne pas l'utiliser ?

Justement, c'est pour cette raison au moins, que je saluerais l'initiative qui a été prise par le Groupe des socialistes européens d'aller dans la région, de parler avec les acteurs du conflit, mais de parler aussi avec les acteurs qui peuvent empêcher de tourner en rond, c'est-à-dire les acteurs qui ont une capacité de nuisance (et parler avec les acteurs ne veut pas dire se soumettre à leurs desiderata, c'est au moins écouter ce qu'ils ont à dire et justement voir comment on peut les réintégrer, les arrimer à un processus politique, comme dirait Béatrice Patrie ; afin justement d'enclencher un cercle vertueux à partir de ce qui jusque-là est un cercle vicieux).

Alors bien sûr, on peut dire cela cyniquement en disant que c'est une nécessité au moins opérationnelle aujourd'hui, puisque c'est le seul moyen à même de protéger et de sécuriser la Finul+ aujourd'hui en opération. C'est, si vous voulez, l'argument du pis-aller, mais il ne faut pas s'en tenir à cela ; il faut aussi reprendre le chemin du multilatéralisme dans la région, puisque c'est le seul moyen d'éviter quelque chose qui dupliquerait la guerre de cet été, au Liban, en Iran, en Irak ou ailleurs, et qui éviterait de multiplier, comme la politique de George Bush nous le laisse présager, les champs de confrontations et les champs d'expérimentations dans cette région du monde.

Je crois que si les socialistes ont au moins quelque chose à voir avec la paix mondiale, et c'est, faut-il le rappeler, la mission socialiste par excellence, c'est donc un motif de plus pour saluer l'initiative prise récemment et la conférence qui nous réunit ce soir.

Einat Wilf

Parti Travalliste Israélien



L'un des aspects les plus remarquables des événements survenus cet été en Israël réside dans le fait qu'au fil du temps, la situation est de moins en moins claire. Le brouillard de la guerre s'épaissit même à mesure que la guerre s'éloigne. Il n'est même pas possible de s'accorder sur la terminologie de base de la guerre. Il n'existe encore aucun langage pour en parler et quelques-unes des questions les plus fondamentales restent ouvertes :

Question 1 : Que s'est-il donc passé entre le 12 juillet et le 14 août ? S'agissait-il d'une guerre ? Alors qu'elle n'a pas été déclarée comme telle, tout le monde a évoqué une guerre. S'agissait-il d'un échange d'hostilités comme la région en a connu beaucoup au cours de sa longue histoire ? Ou peut-être s'agissait-il simplement de combats plus intenses que d'ordinaire ?

Question 2 : Qui et qu'est-ce qu'a combattu Israël ? Le Hezbollah ou le Liban ? Des terroristes ou des soldats ? Dans un enregistrement, un réserviste israélien a affirmé qu'en insistant pour qualifier des combattants du Hezbollah de terroristes plutôt que de soldats, le commandement suprême de l'armée israélienne a suscité de fausses attentes et une sous-estimation de l'ennemi qui n'ont pas servi la cause de ses soldats. Peut-être Israël combattait-elle le commandement sud de l'armée iranienne, comme certains l'ont affirmé ? Et qu'en est-il de la question des civils, où se situe la distinction entre civils et combattants dans ce type de guerre ? Cette distinction doit-elle être modifiée au profit d'un spectre au sein duquel certains civils sont plus innocents que d'autres, comme l'a suggéré Derschowitz ?

Question 3 : Pour quoi Israël combattait-elle et pour quelle raison ? S'agissait-il de libérer les deux soldats enlevés ? Si c'est le cas, était-ce le meilleur moyen d'y parvenir ? S'agissait-il de rétablir le pouvoir de dissuasion d'Israël ? Si c'est le cas, ce pouvoir de dissuasion n'a-t-il pas

La guerre a éclaté
dans un contexte
de transformation
profonde du
paysage politique



été réduit plutôt que renforcé à l'annonce du cessez-le-feu ? S'agissait-il de changer le Moyen-Orient ? Si c'est le cas, en quoi a-t-il changé et est-ce pour le mieux ?

Question 4 : Avec le recul, comment cela s'est-il terminé ? Est-ce une victoire ou une défaite pour Israël ? Est-ce une grande victoire qui n'est pas encore reconnue, comme certains l'affirment, ou est-ce la plus grande défaite jamais subie par l'armée israélienne, comme d'autres le prétendent ? S'agit-il d'un jeu à sommes nulles dans lequel la défaite de l'un implique nécessairement la défaite de l'autre ? Et si la victoire n'est pas nette, est-ce qu'il y a eu des avancées ? Quelle sont ces avancées et sont-elles plus nombreuses que les échecs ? Pour ce qui est des échecs, sont-ils plus nombreux que lors de toute autre guerre ordinaire ou les médias ont-ils épinglé chaque échec de manière disproportionnée, suscitant de ce fait un sentiment exagéré d'échec total ?

Question 5 : Pour l'avenir, cette guerre est-elle la fin ou le début d'un cycle ? A-t-elle fermé la porte à la perspective de paix apparue au début des années 90 pour au moins une génération à venir en ravivant l'espoir des Arabes de voir Israël défaite par la force ou a-t-elle, en humiliant Israël, créé une nouvelle opportunité de paix au Moyen-Orient ?

Il est frappant de constater que le temps qui passe rend ces questions encore plus aiguës. À l'heure où l'opinion israélienne tente de tirer les enseignements des événements, elle bute sur le fait que les Israéliens et bien d'autres ne sont même pas capables de s'accorder sur ce qui s'est réellement passé cet été.

La guerre a éclaté dans un contexte de transformation profonde du paysage politique, marqué par l'écroulement du Likoud, la formation de Kadima et la création d'une coalition de centre-gauche entre Kadima et le Parti travailliste. Au lendemain des élections, plusieurs nouveaux messages clés semblaient émerger :

L'agenda était davantage aux questions civiles et socioéconomiques. L'accession d'Amir Peretz à la présidence du Parti travailliste et sa priorité accordée aux questions sociales et économiques en Israël ont été considérées comme le début d'une nouvelle ère accordant au moins autant d'importance aux politiques socioéconomiques qu'aux questions de sécurité. L'élection d'Ehoud Olmert au poste de Premier ministre et

l'absence d'anciens généraux dans tous les ministères importants, y compris celui de la défense, semblaient marquer l'aube d'une nouvelle ère de politique civile.

L'unilatéralisme se profilait également comme la voie à suivre. Le retrait du Liban était généralement considéré comme un succès qui avait apporté la paix et la tranquillité au nord d'Israël et tempéré la revendication du Hezbollah à propos de sa légitime résistance. S'il posait de plus en plus problème à cause des tirs de roquettes Kassam sur Sderot, on considère que ce désengagement a amélioré sensiblement la réputation internationale d'Israël. Kadima s'est exprimé en faveur d'un troisième retrait de la Cisjordanie, achevant ainsi pratiquement le processus de délimitation unilatérale des frontières israéliennes.

À ces messages s'est ajouté le sentiment d'une défaite de la droite et de ses visions paranoïaques de l'avenir. Au lendemain de la guerre, ce tableau a changé pour une bonne part. L'agenda économique et civil a régressé, voire complètement disparu. Les coûts élevés de la guerre, les réparations et les futurs coûts de reconstruction au nord et la nécessité de rebâtir la puissance militaire israélienne ont fait du budget 2007 un budget sécuritaire ne laissant aucune marge de manœuvre pour les questions sociales et économiques. Même si la guerre a révélé bon nombre des problèmes sociaux et économiques en Israël et les disparités entre ceux qui ont pu fuir du nord et ceux qui ont été abandonnés aux services sociaux inefficaces, elle a écarté cet agenda de l'actualité.

Par ailleurs, la dynamique civile a disparu. On entend à nouveau la formule selon laquelle « Israël n'est pas la Suisse ». De nombreux Israéliens affirment qu'au vu du « voisin » du pays, il n'y a pas de place pour un ministre de la défense civil inexpérimenté. Le fait qu'Amir Peretz en personne, lui qui incarnait le développement de l'agenda civil et socioéconomique, ait été désigné au poste de ministre de la défense et chargé de mener la guerre a symbolisé plus que tout la fin de cette dynamique civile.

L'unilatéralisme est une autre victime de la guerre. Le retrait du Liban n'est plus considéré comme un succès évident et presque personne n'entend livrer la Cisjordanie au lancement de roquettes contre des zones habitées du centre d'Israël. Pourtant, on ne sait pas encore quelle stratégie succédera à l'unilatéralisme. L'heure ne semble pas à la négociation, ce qui prive Israël de tout plan d'action.

La droite aussi s'est sensiblement renforcée. Bien que passé sous silence, le premier anniversaire du retrait de Gaza pendant la guerre a donné une belle occasion à la droite de l'échiquier politique d'entonner le refrain du « On vous l'avait bien dit » !.

Il importe de se rappeler que les Israéliens ressentent constamment une peur existentielle qui fait que le projet sioniste dans son ensemble pourrait s'écrouler instantanément. Qu'il s'agisse du poids de l'histoire ou de la menace constante du présent, cette peur existentielle subsiste. Parfois, elle est reléguée au plus profond de la mémoire collective israélienne et parfois elle refait surface. La guerre a mis en lumière ce sentiment et la fragile existence d'Israël. Lorsque la peur est puissante, la droite politique l'est aussi.

Enfin, ces événements se situent dans le contexte d'un écroulement complet de la foi dans le leadership d'Israël et sa capacité à porter une nation confrontée à de nombreux défis comme Israël. La crise est à ce point profonde que si de nombreux Israéliens demandent la démission du Premier ministre et du ministre de la défense, ils ne se font aucune illusion sur l'éventualité que leurs successeurs puissent faire mieux. Cette perte de foi dans ce leadership et la disparition d'un plan d'action ont suscité une confusion politique qui se manifeste par une fragmentation politique. Selon de récents sondages, si les élections devaient avoir lieu aujourd'hui, aucun parti n'obtiendrait plus de vingt sièges sur les 120 du Parlement israélien. Le système politique n'a jamais été aussi fragmenté.

Un puissant sentiment d'urgence couplé à l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'existence d'Israël, ainsi que la perte de confiance dans la capacité à apporter la sécurité à Israël, expliquent en grande partie le climat de grisaille et de dépression dans lequel est plongé aujourd'hui le pays.

Azza Karam

Conseiller du Programme des
Nations Unies pour le développement



Bien que je représente aujourd'hui le Programme des Nations Unies pour le développement pour les États arabes, les idées que je partage ne reflètent pas nécessairement celles de l'organisation. Les opinions qui sont exprimées ici sont les miennes et je les ai pour la plupart formulées par écrit et ébauchées il y a plusieurs années.

Il existe bon nombre de points communs avec les principales réflexions du Groupe socialiste telles qu'elles ont été structurées parmi les points essentiels partagés dans le cadre de ce panel. Par exemple, le fait qu'il n'y ait aucun choc de civilisations, ni aucune question religieuse et que les problèmes liés à la religion et les conflits religieux ne constituent pas les principaux thèmes de la dynamique actuelle. Ce que dirai ici aujourd'hui a donc pour but de susciter des réactions.

J'ai cinq observations à soumettre.

1. Le premier point concerne essentiellement la dynamique entre la politique et la religion dans le soi-disant monde « musulman ». À ce titre, je dois admettre que je ne sais pas vraiment ce que signifie le « monde musulman ». En outre, si nous commençons par désigner une région du monde comme le monde musulman, comment qualifier le reste du monde ? Et si nous utilisons ces références tout en affirmant que nous ne croyons pas dans un monde divisé sur le plan religieux, pourquoi donc désigner et distinguer les régions du monde suivant une terminologie religieuse ? En tout état de cause, pour en revenir à la relation entre la religion et la politique, si nous examinons la dynamique de la religion et de la politique dans la région majoritairement musulmane du monde, nous comprendrons très clairement que cet aspect n'est pas simplement la dynamique *interne* d'une relation entre la politique et la religion. Il s'agit d'une dynamique très étroitement liée à des évolutions externes.

C'est un phénomène que le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain arabe a par exemple souligné et cerné très clairement. Il est très difficile d'évoquer une évolution générale dans le contexte du monde arabe sans

prendre en compte la politique étrangère des grandes puissances mondiales et la manière dont elles influent sur la région arabe d'un point de vue économique, politique et culturel. Il convient de souligner qu'il n'existe aucune dynamique entre religion et politique dans la région arabe, qui est indépendante de ce qui se passe en dehors de cette région. Autrement dit, les acteurs extérieurs du monde majoritairement musulman portent une responsabilité collective qui façonne et forme l'interaction entre la religion et la politique et ses manifestations.

Je crois que nous connaissons tous l'histoire liée à l'intervention de cet impact extérieur, depuis l'époque coloniale jusqu'à l'histoire la plus récente. Beaucoup dans la région arabe ont qualifié les derniers développements d'expériences néocolonialistes. Il est important de garder cela à l'esprit, pas parce qu'il s'agit de questions théoriques ou d'une réflexion superflue, mais parce que ce sont des points essentiels qui permettent de comprendre ce qui se passe et les moyens d'y réagir.

2. Je crois que le fondamentalisme en soi n'est pas un problème et ne devrait pas l'être. Le fondamentalisme n'est pas l'islamisme ou l'islam politique. Ce dernier doit être distingué des mouvements fondamentalistes. Dans mon ouvrage intitulé *Transnational Political Islam*, j'ai affirmé qu'il convenait de faire une très nette distinction entre ceux qui, dans leurs convictions religieuses, tendent, d'un point de vue personnel, social et culturel, à adopter une interprétation fondamentaliste, et ceux qui régleront leurs problèmes personnels de tous les jours en faisant appel aux textes religieux. En réalité, les textes religieux (interprétations, histoires de prophètes, etc.) deviennent le moyen le plus important de comprendre et d'agir dans leur vie. Pour bon nombre de mouvements fondamentalistes à travers le monde, le fait d'obéir aux « fondamentaux » dans la vie quotidienne n'implique pas nécessairement une activité politique. Autrement dit, je pourrais être fondamentaliste à tout moment dans mes croyances et mon système de pensée, mais cela ne signifie pas que je serai systématiquement actif en politique ou même que je m'y intéresserai.

Si *certain*s fondamentalistes tendent à s'impliquer dans des mouvements politiques islamistes, beaucoup ne le font pas. Aujourd'hui, dans un grand nombre de régions du monde arabe, certains responsables politiques islamistes proviennent d'anciens courants de pensée communistes et socialistes. Il convient d'en tenir compte. Ces personnes n'ont

pas eu une révélation soudaine selon laquelle elles auraient fait fausse route avant d'adopter l'islam. Au contraire, elles ont toujours été musulmanes, mais ont aussi suivi des principes laïcs tout au long de leur existence. Ce qui s'est passé, c'est qu'elles ont compris qu'il existait un fossé entre leurs convictions en termes de transformation sociale et politique et leur dialectique et dans quelle mesure le contexte de l'islam politique paraît plus approprié à cette dialectique. Il est important de garder cet aspect à l'esprit lorsque l'on évoque l'islam politique, qui se distingue de cette vague notion de fondamentalisme.

3. J'en viens à présent à ma troisième observation sur le continuum de l'islam politique. Je crois qu'il existe un continuum de la pensée politique partout dans le monde, mais aujourd'hui, je me concentrerai sur celui de la région arabe. Il existe un continuum de la pensée politique entre une politique laïque extrême d'une part, et une politique de droite ultra-religieuse d'autre part. Entre ces deux extrêmes se trouvent de nombreuses variations qu'il est essentiel de mettre en avant. La plupart des organisations et des idéologues islamistes conviendront de la nécessité d'avoir un État islamique et de l'islamisation de la société. La *manière* dont ils atteindront ces objectifs et ce à quoi ressembleront précisément ces États islamiques varieront sensiblement d'un groupe ou d'un acteur à l'autre. Il est tout à fait faux de dire que les Frères musulmans, par exemple, adhèrent à la même méthodologie et aux mêmes idées qu'*Al-Qaida*. S'il peut y avoir des différences subtiles en termes d'idéologique, d'ambitions et d'attentes, des disparités évidentes apparaissent entre les méthodologies employées. Les percevoir comme un seul et unique ensemble relève d'une grave erreur de jugement et débouche nécessairement sur une intervention et une interaction erronées ou insuffisantes.

Il est crucial de pouvoir comprendre que l'islamisme *radical* est le phénomène qu'il convient de percevoir comme un problème. Pourquoi ? Parce qu'il est possible, faisable et même nécessaire que les islamistes *modérés* puissent s'engager avec vous dans un dialogue très constructif, ce qui différera considérablement de ce que nous voyons avec la politique de l'administration Bush et dans une certaine mesure aussi du gouvernement Blair (dont je ne peux m'empêcher de prévoir le remaniement à court terme). Je pense que votre Groupe, celui des socialistes, a un avantage sur un certain nombre d'autres courants politiques en Europe dans la mesure où il demande un dialogue avec les franges



« Le fondamentalisme
n'est pas l'islamisme
ou l'islam politique »



modérées. Il importe donc de cerner cette diversité de courants islamistes afin de pouvoir identifier les interlocuteurs ou partenaires potentiels au sein de ces larges mouvements qui deviennent rapidement les rassembleurs les plus puissants des aspirations des gens.

4. Ma quatrième observation porte sur le fait que nous traversons une très grave crise de la laïcité, notamment (mais pas seulement) dans la région arabe. Nous parlons ici d'une région du monde qui a connu plusieurs doctrines politiques différentes : le socialisme, le communisme, le capitalisme, le libéralisme. Il existe encore des personnes qui adhèrent à l'une ou l'autre de ces idéologies, toutes étant la manifestation d'une certaine forme de discours politique laïc. La plupart de ces courants n'ont pas connu un grand succès (en termes de soutien populaire) pour un certain nombre de raisons très largement débattues. Nous devons reconnaître que le contexte actuel est un contexte dans lequel la religion semble jouer un rôle de plus en plus central. Il est tout à fait évident que la laïcité ne suffit pas à satisfaire celles et ceux qui entendent affirmer leur identité et mobiliser les masses dans la perspective d'une transformation.

Bon nombre d'organisations confessionnelles figurent parmi les réseaux sociaux et de développement les plus anciens du monde. Les plus vieilles écoles, les cliniques et hôpitaux les plus anciens ont été aménagés par des organisations confessionnelles. Les mouvements islamistes (les franges modérées) mènent ce type d'action depuis longtemps et elles sont parvenues, dans le contexte du monde arabe, à fournir une infrastructure sociale alternative viable pour les plus défavorisés. Lorsque certains évaluent l'importance pratique de cette idéologie, elles découvrent une idéologie en mouvement, qui s'est donc déjà avérée être un prestataire effectif de services sociaux et économiques de base.

Nous devons donc être en mesure de faire face à cette crise de la laïcité dans la mesure où les valeurs laïques, si elles sont comprises, ne seront pas pour autant pleinement appréciées ou considérées comme une option viable par une vaste majorité de la population. Je ne fais pas référence ici au pour cent de l'élite intellectuelle, mais bien aux masses populaires vivant dans la région.

5. Enfin, j'en viens à ce que devrait faire l'Europe. J'ai trouvé très intéressant d'entendre les références faites au cours des échanges

précédents que nous avons tenus lors de la réunion d'hier. Pour rappeler certains des points soulevés, les États-Unis semblent avoir perdu leur crédibilité dans la région pour un grand nombre de raisons évidentes et la présence militaire européenne dans la région dans le cadre de la FINUL constitue pour la première fois une mission à long terme. En conséquence, il s'agit là d'une opportunité historique pour l'Europe de s'engager plus activement dans le monde arabe. Mais est-ce vraiment le cas ? Le fait d'avoir une présence militaire, c'est-à-dire un déploiement de troupes au titre de la FINUL, sera-t-il un symbole de changement ? Et de quelle manière cela se concrétisera ? Sous quelle forme cela apparaîtra ? La FINUL est dans la région principalement pour faire office de tampon. Il ne s'agit pas vraiment d'un médiateur politique et d'un négociateur en soi. Pourquoi donc une présence militaire se traduirait-elle automatiquement par une transformation politique ou par une opportunité de transformation ?

Et si nous prenons cette hypothèse, ce qui est clairement le cas, elle doit être quelque peu détaillée. Comment ? Pourquoi ? Les États-Unis ont de toute évidence perdu leur crédibilité. Mais cela implique-t-il automatiquement un nouveau rôle pour l'Europe ? Les Américains ont-ils vraiment perdu pied dans le contexte du conflit israélo-palestinien ? Les interlocuteurs israéliens veulent-ils vraiment se mettre à écouter davantage l'Union européenne que les États-Unis maintenant ? Pourquoi en irait-il ainsi ? Si c'est la position retenue, elle devra être sérieusement détaillée. Nous pensons que le conflit israélo-palestinien est au cœur des problèmes de la région. Nous savons que les courants islamistes, qu'ils soient modérés ou extrémistes, soutiennent tous très fermement que la question palestinienne est au cœur des sensibilités politiques, de la mobilisation des masses et du processus de décision politique dans la région.

Ainsi, les premiers groupes de soldats arabes qui ont combattu pendant la guerre de 1948 aux côtés des Palestiniens provenaient du mouvement des Frères musulmans. Le Hezbollah et le Hamas sont très attachés à l'autodétermination palestinienne. Autrement dit, il existe une corrélation très forte entre le conflit israélo-palestinien et le développement de l'islam politique dans la région. Nous ne pouvons pas le nier. Par conséquent, si nous pensons que c'est le cas, sachant que les États-Unis ont tout intérêt à protéger Israël et compte tenu des événements en Irak et au Liban, cette « perte de crédibilité » ne contribuera pas à exclure

prochainement les États-Unis de ce jeu. Ce pays reste un acteur essentiel et important. Plutôt que d'imaginer la manière dont l'UE pourrait jouer un rôle à la place des États-Unis, il serait préférable de trouver un moyen de vous permettre de travailler bien plus efficacement avec les États-Unis. Il serait plus pragmatique et constructif de raisonner de manière à influencer et à renforcer les partenariats avec les États-Unis plutôt que de remplacer les médiateurs existants dans la dynamique régionale.

Les Nations Unies sont un interlocuteur de la région et le seront probablement toujours. Perdons-nous de vue cette réalité ? Nous concentrons-nous uniquement sur le rôle de l'UE ? Si c'est le cas, ce ne serait pas raisonnable. Il est préférable d'envisager dans quelle mesure ce partenariat entre l'UE et les Nations Unies peut être dynamisé, activé, renforcé et élargi là où il existe. Dans le cadre du PNUD, nous avons une infrastructure éprouvée dotée d'une capacité essentielle à continuer d'agir comme mécanisme de distribution. Je ne travaille pour le PNUD que depuis deux ans et une nouvelle fois, je ne m'exprime pas nécessairement en son nom, mais je ne peux pas concevoir que l'on puisse ignorer le potentiel énorme des dix-huit bureaux nationaux installés rien que dans le monde arabe. Je ne parle pas du monde majoritairement musulman, qui constitue un cadre de référence bien plus vaste, mais bien des mécanismes de distribution, d'une intervention historiquement crédible, de la construction d'un pont actif et unique, incarné par le PNUD, entre les gouvernements et la société civile.

Nous devons garder à l'esprit que le PNUD dispose de toute une série de programmes régionaux qu'il met en œuvre dans le monde arabe depuis de nombreuses années en matière de gouvernance (tout ce qui touche au travail avec le système judiciaire, à la formation des députés, aux questions d'implication des citoyens et aux réformes des lois en matière de citoyenneté dans la région arabe); nous parlons de programmes concernant les technologies de l'information et des communications (de la construction de centres pour jeunes à la formation et à l'équipement de jeunes, en passant par la mise à leur disposition de technologies, l'administration électronique des systèmes et dispositifs dans le monde arabe). Nous parlons aussi d'un programme de lutte contre le SIDA qui, pour la première fois, a réuni diverses entités, notamment des dirigeants religieux du monde arabe (musulmans et chrétiens), afin de porter la parole des personnes infectées et touchées

par la maladie, de dénoncer les discriminations et de s'engager activement à poursuivre dans cette direction. C'est une avancée remarquable sachant que depuis l'époque des mouvements d'indépendance, les dirigeants religieux arabes ne s'étaient pas réunis pour s'engager ensemble en faveur d'une cause et manifester leur solidarité.

Ayant travaillé par le passé avec des dirigeants religieux du monde entier, qu'ils soient latins, américains, asiatiques, africains et européens, j'ai été frappée par le fait que les dirigeants religieux arabes ont pris en réalité un engagement bien plus progressiste que leurs homologues du reste du monde. Cette initiative n'est qu'un des nombreux programmes régionaux du PNUD. Il est aussi important de reconnaître d'autres programmes régionaux auxquels participe le PNUD, notamment ceux relatifs à la connaissance (de l'évaluation de la qualité des étudiants et des enseignements et des programmes de cours de l'enseignement primaire et secondaire à la mesure du succès de ce type d'enseignement et de la génération de connaissances).

Le PNUD est donc une ressource et un réseau immenses que vous connaissez sans aucun doute et que vous pouvez imaginer en vue d'intervention active dans la région. Il est essentiel de travailler avec les mécanismes déjà existants qui ont prouvé leur valeur et sont considérés comme des acteurs « légitimes » et de les reconnaître – malgré le fait qu'ils sont parfois pris pour cible. Il s'agit de mécanismes d'intervention essentiels.

Jan Schoonenboom

Membre du Conseil scientifique
néerlandais pour la politique gouvernementale



« Dynamism in Islamic Activism » (Dynamisme et activisme islamique), le titre du rapport du Conseil scientifique néerlandais pour la politique gouvernementale (WWR), est au cœur du thème abordé ce matin, de même que son sous-titre « reference points for democratisation and human rights » (points de référence concernant la démocratisation et les droits de l'homme). C'est la principale question que nous avons soulevée dans notre étude : existe-t-il des points de référence concernant la démocratisation et les droits de l'homme dans le cadre de l'activisme islamique ? La rédaction de ce rapport obéit aux mêmes motivations que la séance de ce matin. Nous sommes très préoccupés par l'évolution des relations internationales, mais aussi des relations internes entre divers groupes de la société sur la question du rapport entre l'islam et l'Occident.

Replongeons-nous dans la théorie du choc des civilisations, dont le père est Samuel Huntington. En 1993, ce dernier a publié son célèbre article dans la revue *Foreign Affairs* en posant la question suivante : Assistera-t-on à un choc des civilisations ? Son hypothèse a suscité de très nombreuses réactions dans le monde académique. La plupart des commentaires étaient d'ailleurs négatifs. Pourtant, en dépit de toutes ces critiques, il a réitéré sa thèse en 1996 dans un livre. Cette fois, il a renoncé au mode interrogatif. C'est tout juste si le titre de son ouvrage n'était pas suivi d'un point d'exclamation. L'hypothèse initiale est devenue une prophétie : un choc des civilisations devait se produire entre l'Occident et le monde islamique. Aujourd'hui, on assiste en effet à de nombreuses confrontations, qui pourraient être interprétées et sont interprétées sur la base de cette thèse du choc des civilisations.

Bien que l'on ait considéré que la thèse dans son ensemble ne tenait pas la route d'un point de vue académique, les responsables politiques actuels et même l'homme de la rue raisonnent dans ces termes. Elle sert de cadre de référence pour évaluer la relation entre l'islam et l'Occident. Beaucoup, que ce soit en Occident ou dans le monde musulman, pensent vraiment que l'islam et l'Occident ne peuvent qu'entrer en conflit.

Par ailleurs, la thèse de Huntington est aussi très populaire auprès d'Oussama Ben Laden lui-même. Ce cadre de réflexion est particulièrement dangereux en Europe dans la mesure où elle est particulièrement vulnérable à ce type d'affrontement. L'Europe jouxte bon nombre d'Etats musulmans qui sont des sources de conflit, de ressentiment et de frustration ou pourraient le devenir. Quantité de ces pays sont dirigés par un régime autocratique. Leur population est très jeune et croît rapidement et leurs économies sont toujours incapables de fournir l'enseignement, les services sanitaires, les logements et les emplois nécessaires. Cette situation suppose presque nécessairement une radicalisation et, comme l'a déjà dit Mme Karam, c'est également un problème national pour nos pays. Aujourd'hui, comme de nombreux musulmans vivent en Europe, tout ce qui se passe en dehors des frontières du continent a un effet direct sur ses relations intérieures.

Pour prendre l'exemple des Pays-Bas, lorsque l'on examine les sondages d'opinion de ces dernières années, on peut observer une évolution très dangereuse : une majorité dit craindre l'islam. En outre, les citoyens néerlandais se méfient des musulmans et une forte minorité d'entre eux se déclare même ouvertement raciste. Je crains que cette tendance ne reste pas confinée aux Pays-Bas. Elle pourrait également apparaître en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, etc. Comme le danger de cette thèse du choc des civilisations devient une réalité dans ses Etats membres, l'UE porte une responsabilité immense et doit saisir toutes les occasions de tempérer la radicalisation dans les pays membres et dans les pays voisins.

Dans ce contexte très inquiétant, nous avons réalisé notre étude en nous posant la question suivante : l'activisme islamique se résume-t-il vraiment à la radicalisation, au terrorisme et tout ce qui s'en suit ? Comment évoluent réellement les pays musulmans ? Existe-t-il un tableau plus positif ? Le thème dont nous débattons n'est pas la religion, mais bien « l'activisme islamique ». Cette notion englobe tous les types d'activités menées par des personnes et des groupes utilisant l'islam comme une source d'inspiration pour façonner la politique et la société contemporaines, du port du foulard à l'acte terroriste.

Nous avons concentré notre analyse sur les aspects essentiels de la thèse du choc des civilisations, à savoir la démocratie et les droits de l'homme. Huntington percevait la démocratie et les droits de l'homme

comme les marques de distinction entre l'Occident et le monde islamique. Voici son argument. Nous, en Occident, affichons ces valeurs, qui sont l'exclusivité des Occidentaux. Elles sont le fruit d'une histoire occidentale unique et il faut malheureusement admettre que le monde musulman ne les adoptera jamais. Les musulmans ont leur propre histoire, mais une histoire différente de celle qui débouche sur les droits de l'homme et la démocratie. Les États majoritairement musulmans comme par exemple la Turquie peuvent s'inspirer de ces valeurs pendant un temps et même les expérimenter, mais au bout du compte, ces dernières sont étrangères à la culture musulmane de la Turquie.

Nous avons mené une étude approfondie de trois aspects de l'activisme islamique, à savoir la pensée politique islamique, les mouvements politiques islamiques et le droit islamique, la fameuse « charia ». Pourquoi une étude de leur relation avec la démocratie et les droits de l'homme est-elle si importante ? Non seulement pour battre en brèche la thèse de Huntington, mais aussi parce que notre hypothèse réside dans le fait que la « démocratisation inclusive » à long terme des pays musulmans pourrait contribuer à leur déradicalisation. Dans de nombreux pays musulmans, les mouvements politiques islamiques sont réprimés par les régimes au pouvoir, et jusqu'à présent, l'Europe a souvent soutenu ces régimes. Dans bon nombre de pays, ces mouvements sont écartés du système politique et c'est là une des raisons de la radicalisation de l'activisme islamique. Si ces mouvements islamiques étaient autorisés dans certaines conditions à prendre part à la politique, ils pourraient évoluer de groupes religieux absolutistes en partis amenés à adopter des positions plus pragmatiques. Leur participation à la politique les forcerait par ailleurs à formuler des programmes politiques et à détailler la solution que pourrait offrir l'islam. Ces mouvements devraient également coopérer et former des coalitions avec d'autres partis. C'est le sale boulot de la politique, comme nous le savons tous. Toutefois, les franges intermédiaires plus modérées deviendraient par conséquent plus importantes sur le plan électoral. Et pour être légitimes aux yeux des citoyens, ils doivent exprimer des positions et soumettre des propositions sur des questions qui ont peu de rapport avec la religion : la construction de ponts, la stimulation de l'économie, etc. Nous pensons donc que le fait de permettre à ces groupes de prendre part aux systèmes politiques est essentiel au processus de déradicalisation.



Il faut une véritable
vision européenne
tournée vers un
dialogue positif
avec les acteurs
constructifs de
l'activisme islamique



Quelles sont nos conclusions ? Existe-t-il vraiment des points de référence concernant la démocratie et les droits de l'homme ? Selon nous, les résultats de l'étude sont parlants. Vous devez comprendre que la tradition est une position quasiment dogmatique de la pensée islamique orthodoxe. J'ai illustré ce concept – de manière quelque peu irrévérencieuse – sous la forme d'un oignon. Un oignon est constitué de nombreuses couches, qu'il faut éplucher pour atteindre le cœur. C'est précisément ce qui s'est produit dans le monde musulman au siècle dernier. Au cœur de l'oignon se trouve l'élément le plus divin, le Coran. A la surface se trouve l'élément le plus humain, le droit humain à interpréter les sources sacrées, à savoir le Coran et la sunna. Il n'est donc pas étonnant que les exégètes réformistes aient commencé par la surface. Ce processus a débuté à la fin du XIX^e siècle, lorsque les exégètes ont affirmé qu'il convenait de recouvrer le droit à l'interprétation humaine des sources sacrées, qui avait été supprimé dans le monde musulman à la fin du dixième siècle.

Cette proposition presque révolutionnaire a rencontré une farouche résistance, et aujourd'hui, elle est toujours controversée. Toutefois, depuis lors, on voit de plus en plus d'exégètes du monde musulman insister sur l'importance d'une réinterprétation de la sunna et, en fin de compte, du Coran. Il existe actuellement, sur la base des travaux menés par les exégètes au cours du XX^e siècle, de nombreuses tentatives de réinterprétation de la sunna et même du Coran fondées sur une contextualisation de leurs textes à l'aide de la linguistique, de l'anthropologie, de l'analyse historique, etc. Ce faisant, ils libèrent le Coran de son interprétation littérale, très populaire auprès des croyants ordinaires. Ces exégètes soulignent donc les *valeurs* du Coran plutôt que le texte et les normes de conduite. Dès que vous avez atteint ce stade, vous êtes également prêt à mettre en avant et à apprécier les produits de la raison humaine que sont la démocratie et les droits de l'homme. C'est donc ce qui est arrivé.

Il est intéressant de constater que bon nombre d'exégètes qui ont suivi ce cheminement intellectuel sont iraniens. Ils ont personnellement fait l'expérience des vingt-cinq années de théocratie, de l'entrelacement entre le pouvoir et la religion. Ils ne savent que trop bien ce que cela signifie. Même les personnes qui ont joué à l'origine un rôle dans la révolution islamique de 1979 soulignent à présent la nécessité de séparer la mosquée de l'État. Ils forment à cet égard un courant intel-

lectuel très intéressant. Comme je l'ai déjà dit, ils ne représentent pas l'opinion de l'homme de la rue, ni celle des ayatollahs ou des imams. Toutefois, l'existence même de ce courant met à mal l'opinion dominante selon laquelle il n'y aurait pas et il n'y aurait pas eu de réforme au sein de l'islam et les musulmans auraient désespérément besoin de leur Luther. De nombreux Luther se sont déjà manifestés et quantité de changements touchent la sphère intellectuelle.

Venons-en au second point, les mouvements politiques islamiques. Notre étude démontre que des évolutions très intéressantes se sont produites au cours des dernières décennies. Dans les années 1970 et 1980, de nombreux mouvements avaient un caractère révolutionnaire, alors qu'aujourd'hui, ces mêmes mouvements ont adopté une position réformiste. Dans les années 1970 et 1980, un grand nombre de ces mouvements avaient la volonté et l'objectif de révolutionner la *Oumma*, la communauté mondiale des croyants. Ils n'excluaient pas le recours à la violence et étaient profondément opposés à l'État. À leurs yeux, la souveraineté n'appartenait qu'à Dieu et certainement pas à une structure comme l'État. Ils avaient toutes les caractéristiques d'un mouvement et considéraient le droit islamique de la charia comme le système juridique suprême. Ils poursuivaient des objectifs politiques absolus. Prenez par exemple le nom du Hezbollah, qui signifie le parti de Dieu. Il va de soi que lorsque vous représentez le parti de Dieu, qui oserait vous contredire ? Dans ce cas, vos positions ont un caractère absolu.

Aujourd'hui, bon nombre d'organisations, de mouvements et de partis politiques du monde musulman ont recours à un jargon totalement différent. Ils entendent agir dans le cadre de l'État. Ils disposent de programmes adaptés à la politique publique. Ils ont renoncé à l'usage de la violence, alors qu'ils étaient auparavant enclins à en faire usage. Ils veulent également travailler au sein du cadre institutionnel de l'État. Par ailleurs, ils adoptent de plus en plus les caractéristiques d'un parti politique. Ils font appel à des notions comme la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme. Il s'agit là d'une évolution énorme par rapport à la situation d'il y a trente ans, lorsque Khomeyni affirmait que les droits de l'homme étaient un concept diabolique. De nos jours, ces mouvements soulignent l'importance des droits de l'homme. Ils sont prêts à s'engager dans la politique de coalition, ils ont renoncé à leurs positions religieuses absolutistes et entendent se mesurer aux autres partis. Ainsi, les Frères musulmans en Égypte ou le Hamas et le Hezbollah sont tous

passés par ce processus. Cette posture révolutionnaire a-t-elle pour autant complètement disparu. Bien sûr que non. Elle est toujours présente dans les mouvements djihadistes transnationaux. Ces derniers parlent toujours de révolutionner la Oumma, de créer un califat, de recourir à la violence, etc.

Le troisième thème concerne le droit islamique. Nous avons réalisé une étude approfondie des douze pays musulmans les plus importants et nous avons posé la question suivante : le cas échéant, quelle forme d'islamisation du droit est apparue et quelles sont ses répercussions ? Le premier aspect frappant concerne l'immense diversité du sens donné à la charia même. Elle peut avoir un sens tant très abstrait que très concret. S'agissant des normes de conduite concrètes, nous pouvons aussi percevoir d'énormes différences dans l'application de ces règles d'un pays à l'autre. La « charia » joue un rôle symbolique important. Dans bon nombre de pays islamiques, il existe une controverse sur le fait de savoir si la charia doit figurer dans la Constitution comme l'un des sources ou comme l'unique source de droit contraignant positif. L'Irak en est l'exemple le plus récent. Paradoxalement, même dans les pays qui n'ont que la charia comme source de droit, la législation n'est pas toujours nécessairement très islamique. Dans presque tous les pays, la portée du droit islamique est limitée à des domaines comme la famille ou le droit pénal. Sa portée est donc restreinte. Nous pouvons constater que l'islamisation des systèmes juridiques et du droit national a été la plus radicale entre les années 1970 et le milieu des années 1980. Depuis lors, la tendance est à la modération et à la stabilisation, même dans les pays comme l'Iran ou l'Arabie Saoudite, pour lesquels une analyse minutieuse montre les mêmes tendances.

Vient ensuite la question très délicate de la relation entre les droits humains islamiques et les droits humains universels internationaux. Dans les années 1980, le monde islamique a élaboré une déclaration islamique des droits de l'homme. Il est intéressant de constater que c'est à partir de ce moment-là que la notion de droits de l'homme a été acceptée en tant que telle, ce qui constitue une innovation majeure par rapport aux conceptions antérieures. Comme on pouvait s'y attendre, sur un certain nombre de questions essentielles, on a considéré que les droits humains islamiques étaient différents des droits humains internationaux. Toutefois, entre-temps, on a pu observer une forme de convergence entre les deux notions. Les débats au sein des organisations, des

commissions des Nations Unies se sont de moins en moins tournées vers les principes pour devenir de plus en plus pragmatiques. Le conflit s'estompe donc peu à peu.

Quelles sont nos conclusions générales ? Tout d'abord, on peut observer une immense diversité dans l'activisme islamique. Il n'y a pas une charia, il n'y a pas un genre de mouvement islamique. Deuxièmement, l'activisme politique affiche une dynamique intéressante vers l'acceptation de la démocratie et des droits de l'homme. Ce n'est pas le cas partout, et certainement pas partout selon la même ampleur. Cela dit, cette tendance est extrêmement importante dans la mesure où nous savons que les droits de l'homme et la démocratie ne peuvent être imposés de l'extérieur. Selon nous, ces évolutions et points de référence doivent être exploités. Dans le même temps, nous devons comprendre que ces points de référence sont fragiles et fort tributaires des conditions politiques. Les relations internationales actuelles ne sont pas favorables aux mouvements réformistes.

Enfin, que peut faire et que doit faire l'Union européenne ? L'Union européenne a un rôle énorme à jouer en tentant de sortir de la « logique de l'affrontement ». L'aide européenne à une démocratisation inclusive est une occasion de jouer ce rôle. Autrement dit, nous devons être à présent disposés – contrairement aux dernières politiques européennes – à intégrer les mouvements islamistes à nos partenaires méditerranéens comme des acteurs potentiels du système politique. Aujourd'hui, ces mouvements représentent souvent la seule opposition réelle aux régimes autocratiques existants. L'Europe doit élever son ambition dans la mesure où la politique euroméditerranéenne actuelle est pratiquement inconnue de l'opinion publique. Les citoyens européens ne sont pas informés des ambitions et des instruments d'action actuels de l'Europe.

Il faut une véritable vision européenne tournée vers un dialogue positif avec les acteurs constructifs de l'activisme islamique. Cela implique d'abandonner la conception monolithique de l'islam et de la charia. Il convient de ne pas qualifier trop vite les mouvements islamiques de fondamentalistes. Dans bon nombre de cas, ces mouvements sont à présent des forces progressistes dans leurs pays, souvent bien plus progressistes que les partis censés l'être. Ils forment aussi de véritables forces motrices à la base des changements politiques intervenus dans ces pays en fournissant un large éventail des services (sociaux). Nous devons donc nous montrer beaucoup plus critiques à l'encontre des

régimes en place lorsqu'ils répriment ces mouvements. C'est très important. Nous avons trop souvent été muets face aux violations des droits de l'homme; nous pouvons donc être accusés à juste titre de tenir une position du deux poids, deux mesures.

En effet, nous devons monter au créneau et critiquer ces régimes, notamment lorsqu'ils manipulent les élections, comme c'est encore et toujours le cas en Égypte. Ces régimes ont toujours avancé l'argument selon lequel on ne peut permettre aux mouvements islamiques d'intégrer le système politique, de crainte du scénario « un homme, une voix, une fois ». Pourtant, qui pratique en réalité ce scénario ? En Égypte, le président Moubarak est au pouvoir depuis près de trente ans. Nous devrions nous critiquer bien plus le caractère non démocratique des régimes en place et leur politique de répression des forces d'opposition islamiques. Nous ne devons pas davantage hésiter à critiquer nos partis frères des pays musulmans, nos partenaires « progressistes » pour le soutien qu'ils affichent à ces gouvernements et à leurs violations des droits de l'homme. Par ailleurs, nous devons plus rapidement reconnaître le potentiel démocratique des mouvements islamiques. Nous devons également reconnaître que la charia peut jouer un rôle progressiste et peut, dans bon nombre de cas, être un vecteur de modernisation.

En bref, cette nouvelle politique communautaire doit être plus proactive que la politique actuelle. Pensez aux nouveaux voisins de l'Europe lorsque la Turquie sera membre de l'Union européenne. Ces sources de conflit et de radicalisation seront alors à nos portes. Plus important, cette politique communautaire réformée doit être approuvée au niveau politique. C'est précisément ce dont ont manqué les politiques mises au point à Bruxelles, notamment la politique méditerranéenne européenne et la nouvelle politique de voisinage. Nous pouvons accorder beaucoup de crédit à ces politiques « technocratiques ». Mais lorsque la Commission européenne a demandé aux gouvernements européens de réagir à sa politique d'inclusion des mouvements islamiques démocratiques comme partenaires potentiels de la politique euroméditerranéenne, presque aucun gouvernement n'a répondu. Bon nombre de nos dirigeants politiques sont plus que réticents à l'idée d'afficher beaucoup d'enthousiasme pour l'intégration de ces mouvements au développement de la démocratie. Pourtant, s'ils s'osaient à approuver cette politique, cela représenterait un message très important à l'intention des citoyens de ces pays selon lequel nous tentons de développer des alliances avec le monde musulman.

Joseph Maila

Directeur du Centre de recherche
sur la paix à Paris



Après les propos extrêmement intéressants et passionnants et les analyses qui nous ont été faites, je voudrais dans ma présentation faire le point : présenter une grille de lecture concernant les rapports de l'Islam et de la politique dans la région du Moyen-Orient. Beaucoup d'éléments, seront supposés bien entendu connus et comme nous sommes entre gens de bonne compagnie, la distinction c'est certain est déjà faite entre Islam et islamisme et la confusion entre une religion, c'est-à-dire un système de croyances, et l'islamisme, c'est-à-dire un système politique où l'interprétation politique de la religion est quelque chose qui pour moi relève de prémices, d'une hypothèse entendue par tout le monde. Je voudrais partir d'un constat sur les rapports entre l'Islam et la politique et puis intervenir sur deux points. Le premier aura trait aux rapports entre l'Islam et société, entre religion et société parce que je crois qu'il faut partir de cela, comprendre quel est l'enracinement religieux ou social du religieux pour savoir quel est l'impact de la religion sur la société. Et dans un deuxième temps, j'essaierai de voir quels modèles politiques peuvent surgir de ce rapport entre l'Islam et la société avant de conclure sur quelques propositions concernant une politique possible de l'Europe issue de la géo proximité méditerranéenne en tout cas et qui pourrait conduire à cette alliance des civilisations dont tout le monde parle aujourd'hui à juste titre et qui s'oppose au choc des civilisations.

Le constat est le suivant : dans le monde arabe, au Moyen Orient, l'opposition au système politique classique, qui était de type nationaliste, et relativement sécularisé, je dis bien relativement sécularisé, vient aujourd'hui de l'Islam. L'Islam s'est constitué comme une idéologie d'opposition qui travaille sur deux niveaux, ou qui s'attaque à deux niveaux de réalité. Le premier est le changement de la nature du système politique et on s'interrogera sur cette idée qui part d'un développement propre à l'Islam comme civilisation. Il ne faut pas avoir peur du terme de civilisation. Je partirai de l'idée suivante : les civilisations ont des rythmes de croissance différents. L'Islam a un rythme d'évolution différent de celui du

christianisme. Moi je partirai de l'hypothèse que l'Islam est la dernière civilisation issue d'une religion monothéiste dans laquelle certaines personnes croient que l'on peut tirer une politique des Ecritures. Je prends, je reprends le terme à Bossuet. Alors en Europe et surtout dans l'Europe travaillée par le christianisme, que l'on soit protestant ou catholique, ces idées sont derrière nous, mais ce sont des idées qui peuvent s'opposer et aujourd'hui elles s'opposent. Les doctrinaires de l'Islam, de l'islamisme, sont convaincus qu'à partir d'une lecture du religieux il y a moyen de tirer un modèle politique qui soit un modèle véritablement islamique et qui s'enracine dans la tradition religieuse et culturelle. C'est une question légitime et sur laquelle se bâtissent des stratégies politiques.

Le deuxième point extrêmement intéressant est le suivant : la plupart des partis islamistes aujourd'hui sont des partis de la moralisation de la vie politique. Et donc quand ils interviennent comme partis d'opposition, ils le font au nom d'une morale islamique mais je dirais au fond au nom d'une morale tout court. Et quand on connaît l'étendue de la corruption dans les systèmes politiques contemporains qu'ils soient occidentaux ou qu'ils soient dans les pays dits en voie de développement ou du Tiers Monde, on comprend que pour une civilisation dans laquelle domine toujours l'idée religieuse la morale la plus critique, la morale la plus radicale, les critères les plus forts, sont ceux qui sont portés par une révélation sacrée de la loi, parce qu'elle donne à l'Ethique une configuration transcendante. Donc il faut les avoir en tête.

La Turquie est entrée dans l'islamisme par la voie de la moralisation de la vie politique et par opposition à des systèmes laïques ou pas, or en l'occurrence ils étaient laïques, mais marqués essentiellement par beaucoup de corruption. Mais ces remarques faites, je voudrais entrer dans l'ordre du constat. Cette opposition que nous voyons en Algérie, au Maroc, en Egypte, au Soudan, au Liban, en Palestine, en Irak, en Iran, en Afghanistan est une opposition qui est portée par l'islamisme. Elle a des raisons internes, elle a des raisons externes. Les raisons externes tiennent aussi aux positionnements de l'Islam dans la mondialisation. Et ce positionnement non pas du monde musulman, mais peut-être du Moyen-Orient arabe dans lequel domine l'Islam comme religion est dû à trois régions où se manifestent les frictions. Je dirais que très rapidement ces trois terrains de confrontation entre l'Islam et les autres civilisations d'aujourd'hui sont les terrains du voir, du savoir et du croire.

Vous avez remarqué premièrement sur le voir la stratégie de la visibilité, la stratégie des insignes, combien toutes les grandes questions dans lesquelles l'islamisme est intervenu et dans lesquelles on a voulu voir une opposition avec l'Occident tiennent à la configuration extérieure.

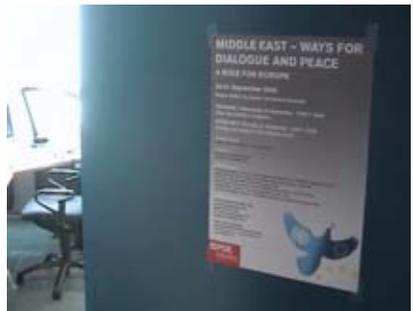
Le voile, le voile est le seul habit qui parle. C'est celui qui interpelle des personnes qui ne sont pas habituées à les voir mais le sari indien ne nous interpelle pas. Il faudra se poser la question de savoir pourquoi. Les caricatures de Mahomet, la représentation, nous sommes toujours dans l'ordre du voir, dans l'ordre du signe, dans l'ordre de l'insigne, nous interpellent aussi. Toujours dans l'ordre du voir un livre sur Mahomet, de Salman Rushdie, va provoquer une flambée de violence. Donc il y a quelque chose dans le monde d'aujourd'hui qui fait que l'Islam, – il faudra se poser la question de savoir pourquoi, est interpellé par une représentation qu'il n'estime pas conforme à sa vision. Je reviendrai sur ce point.

Deuxièmement, nous sommes aussi dans l'ordre du savoir. Il y a une confrontation dans la manière dont nous posons les règles et les lois. Nous ne sommes pas habitués peut-être parce que nous estimons que la mondialisation est la forme supérieure ou suprême plutôt de l'occidentalisation. Mais l'Occident mondialisé est celui qui fait les lois. Il les impose. Il ne dit pas qu'il les impose en tant qu'Occident bien entendu, il les impose quand il les fait dans les lois économiques, dans les lois qui régissent aujourd'hui les médias par exemple. L'Islam se pose aussi la question de savoir s'il ne peut pas être lui aussi une source de savoir. Et quelle est la position, quelles sont les lois qui peuvent être induites, les normes qui peuvent être induites d'une connaissance qui est instruite, informée, travaillée par l'Islam.

Nous sommes interpellés par l'opposition sur les Droits de l'Homme. Est-ce que les Droits de l'Homme sont des normes occidentales, je ne le pense pas, je crois qu'elles sont des normes universelles, ou est-ce que chaque civilisation doit pouvoir créer ses Droits de l'Homme ? Droits de l'Homme de l'Islam, Droits de l'Homme de l'Homme Africain, Droits de l'Homme Asiatique, nous sommes en pleine confusion. Et nous sommes aujourd'hui dans cette interrogation. Il faut l'affronter. Il y a un problème, il faut en débattre. C'est inutile de nous cacher derrière notre petit doigt.

Donc le savoir, le voir et le croire. Puisque troisième domaine de la confrontation ce sont les croyances. Et nous partons effectivement, pour nous qui vivons en Europe, d'un système ou d'une civilisation qui fut jadis

Le problème n'est pas l'islamisme dans le monde arabe, le problème c'est le pluralisme



glorieuse et qui a donné à voir une civilisation passée qui ne se reconnaît plus aujourd'hui dans le monde contemporain, dans ce qu'il est devenu. Quand l'Islam jette un coup d'œil sur sa situation aujourd'hui, d'un point de vue civilisationnel, il y a effectivement de quoi se poser des questions. En l'an 800, Bagdad était une ville d'un million, un million deux cents mille habitants, avec des avenues, avec des bibliothèques, avec un système de voirie extraordinaire et même des embouteillages. En l'an 800, Charlemagne était dans ses forêts. Nous avons passé l'an 2000, il y a une évolution de la civilisation que l'Islam considère par ses théoriciens les plus lus non pas comme une évolution mais comme une involution, comme une régression civilisationnelle.

Cette question de la régression est posée par les musulmans eux-mêmes. Il faut l'affronter aussi et il faut comprendre que l'Islam de l'intérieur se pose la question de savoir quels sont les facteurs qui ont pu contribuer à cette avancée occidentale qu'on peut dater des années de la chute de Bagdad en 1258 ou si vous voulez pour que tout le monde se reconnaisse en 1492 qui est en même temps la Reconquista et la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Mais disons à partir d'un certain moment il y a une civilisation qui prend le pas sur l'autre et à laquelle la première, c'est-à-dire la civilisation islamique, a transmis tout ce que l'Occident moderne a en terme de savoir. Regardez dans le discours récent du Pape et ses références historiques avec toute cette connaissance analytique de la philosophie qui a été transmise à Albert le Grand, ou à Thomas D' Aquin. Toute la philosophie moderne est issue de cette transmission de l'héritage. La question se pose de savoir pourquoi à un moment donné cette civilisation a été rattrapée et dépassée. C'est une question légitime. On ne peut pas empêcher quelqu'un enraciné dans sa culture de se poser des questions et d'apporter des réponses. D'ailleurs l'islamisme est une réponse à ces questions.

L'islamisme donne la réponse suivante en disant que nous sommes en retard parce que nous avons oublié nos croyances. Et le retour aux fondements d'où le terme de fondamentalisme est une manière de sauver notre civilisation. Donc j'ai été très franc, j'ai abordé directement la question au plan de vue civilisationnel, parce que je crois qu'il y a un problème, qui n'est pas simplement un problème de sciences politiques ou un problème de dialogue interreligieux, qui est le problème du devenir d'un ensemble de sociétés qui se reconnaissent dans un système de cultures et de croyances commun qui est pour nous aujourd'hui l'Islam.

Alors une fois cela dit et qu'on est au fait d'une crise de civilisation, comme il y a une crise de civilisation occidentale, on se pose des questions sur la postmodernité, partons des rapports entre l'Islam et la politique et j'aborde très rapidement mon deuxième point.

Pourquoi l'Islam est-il si puissant dans son rapport à la société et à la politique alors que nous qui vivons en Occident nous ne voyons pas pourquoi et comment des religieux ou la religion peut nous dire ce que nous avons à faire en matière de législation ou de gouvernement des sociétés. Pour quelles raisons ? Il y a trois raisons. La première tient, elles tiennent toutes au poids de la tradition. La première tient en ce sens que l'Islam a été et reste un système de régulation, de création de normes, dans la structuration des rapports sociaux. Une « superbe » explication qui montre combien la charia reste présente dans certains domaines. Tout ce qui relève de l'héritage, du mariage, du divorce, tout cela est régulé par la loi religieuse. Il n'y a pas de loi civile dans l'Islam en ce qui concerne les lois matrimoniales et le statut personnel. Cela est le point de civilisation. Mais je voudrais faire une petite parenthèse dans cette explication, je suis attiré par un point, on présente les différentes phases de l'Islam, les différentes dimensions de l'Islam sous forme d'un « oignon ». Dans l'ordre du voir c'est dangereux, parce qu'une fois que vous avez pelé l'oignon il n'y a rien à l'intérieur, donc on pourrait tenter peut-être un procès du type caricatures de Mahomet ! Moi je proposerais au contraire la forme d'un « artichaut », parce que quand vous avez pelé l'artichaut il reste du cœur.

Donc pour mettre en configuration, je vous propose simplement de changer l'oignon par l'artichaut mais la comparaison reste fondamentalement bonne. Le problème de régulation sociale est là. La deuxième raison, c'est qu'au fond le poids de la tradition s'exerce aussi dans le domaine des valeurs culturelles. Les valeurs sur lesquelles une société repose qui sont pour l'occident l'individualisme, le libéralisme, sont différentes dans les sociétés arabo-musulmanes pour faire court. Elles sont différentes. Ce sont des valeurs qui tiennent à la solidarité, à l'unanimité, c'est dramatique en politique, nous verrons le vrai problème qui se pose en matière de pluralisme. Pourquoi vouloir toujours parler en disant que nous sommes toujours d'accord sur la même chose ? L'Islam produit des réponses sous forme d'unanimité, alors que le vrai problème c'est de savoir si on ne peut pas accepter de gérer le dissensus et d'accepter de ne pas avoir, toujours en politique on le sait,

du consensus. Donc système de valeurs culturelles, je reviendrai sur ce point. Il n'y a pas de laïcité en Islam. Elle n'a été pensée nulle part. Je crois que l'Islam est en train de se laïciser, mais vous ne trouverez pas le mot en arabe qui exprime la laïcité parce que le concept n'est pas un produit de cette histoire. Donc la laïcité c'est la séparation des sphères. Il n'y a pas de sécularisation en Islam. La sécularisation ce sont des valeurs qui ne reposent pas sur le religieux. Mais on peut observer aujourd'hui dans le monde musulman il y a de plus en plus de sécularisation et de plus en plus de laïcisation. La conclusion c'est n'imposons pas notre idée de la laïcité, n'imposons pas notre idée de la sécularisation à des sociétés qui l'inventent et qui découvrent ces notions, mais partons de cela. L'Islam est un système qui structure les valeurs culturelles.

Et troisième point, l'Islam est un système qui valorise la légitimité politique. Vous êtes légitime lorsque vous êtes dans la voie de l'Oumma, lorsque vous dites des choses qui sont compréhensibles par la plupart des gens qui participent à votre société. Il y a des légitimités et vous le comprenez, vous le voyez. En Arabie Saoudite la légitimité est proprement religieuse à chaque fois. Le processus est politique, nous sommes d'accord. Les dynamiques sont politiques. Elles sont culturelles, elles sont sociales. Leur expression est religieuse. Pourquoi leur expression est religieuse ? Parce que l'expression politique du politique n'est pas encore là, et que le poids de la religion est la meilleure manière d'exprimer et de faire comprendre à la population la légitimité, la justesse, l'importance de ce que vous dites. Ça passe par un système religieux qui est un système dominant.

Voilà les points sur lesquels, je crois, le poids de la tradition est extrêmement fort et quand on réfléchit au rapport entre l'Islam et la politique il faut poser la question de savoir quelle est encore l'influence de l'Islam sur la structuration des rapports sociaux et elle est là.

Point suivant, Islam et politique, à proprement parler. Une fois que vous êtes partis de ce corpus de relations entre le religieux et le social, l'Islam est pluriel. La manière de décliner, d'inventer, de créer des systèmes politiques est multiple. Il n'y a pas un système politique en Islam. Moi j'en vois trois. Je vois trois manières de se positionner dans les systèmes islamiques par rapport à la religion. Il y a un système traditionnel. Je l'appelle moi le système référentiel, dans lequel l'Islam est la référence essentielle du politique.

La charia est la source de la loi, la charia est la source principale de la loi. Sur les 22 constitutions de pays arabes, vous trouverez une seule constitution, la Constitution libanaise, qui ne parle pas de la charia comme étant la source de la loi. Pourquoi ? Pas parce que le Liban est un régime sécularisé, laïcisé, mais aussi parce qu'il y a 18 confessions. Alors c'est quoi la source de la loi ? Il y en a 18 ? 18 sources ? Donc on a décidé de ne pas en parler parce que s'il fallait en parler on ne sait pas de laquelle on parlerait. Mais dans les autres pays, regardez la position du Commandeur des Croyants au Maroc, n'est-ce pas, il est légitime sur le plan politique et c'est la référence traditionnelle. D'ailleurs les systèmes dans lesquels l'Islam apparaît comme le référent ultime du politique sont les systèmes les plus stables. Le Roi de Jordanie qui se réfère à la grande tradition de la famille de Mahomet, le Roi du Maroc, l'Arabie Saoudite, mais nous parlons de stabilité formelle. Mais force est de la constater aujourd'hui et de voir qu'elle a des mécanismes opératoires en tout cas symboliquement efficaces. Donc des systèmes traditionnels dans lesquels la charia apparaît comme la source de la loi et garantit en quelque sorte le maintien de la cohésion sociale.

Vous avez deuxièmement des systèmes que j'appellerai différentiels dans lesquels le régime politique a pris ses distances par rapport à l'Islam. Regardez l'Algérie, gouvernée par le FLN. Regardez la Syrie, bassiste. Ce ne sont pas des systèmes religieux bien que dans la Syrie bassiste d'aujourd'hui, si vous lisez la Constitution, vous verrez que le Président de la République doit forcément appartenir à l'Islam. Il n'y a rien sur la charia mais il y a cette petite note « le Président de la République syrien doit être musulman ». C'est une manière aussi de garantir le système. Mais c'est ce système là qui est en pleine crise, et le drame du monde arabo-musulman aujourd'hui c'est la crise de ces systèmes nationalistes, socialistes, sécularisés qui ont failli à la fois à fournir l'aide, l'assistance et le développement économique et deuxièmement qui ont combattu la religion dans un but instrumental et qui se sont mis à dos à la fois et les libéraux, et les islamistes. Donc aujourd'hui nous vivons cette crise du système et pourtant c'était la bonne voie, la bonne voie était là. Elle était dans cette prise de distance d'avec le religieux et d'une régulation politique par le politique à partir des valeurs de développement, d'individualisation un peu plus poussée par rapport au système compact de l'Oumma, du pluralisme des idées éventuellement on allait vers ça ; aujourd'hui tout cela est en train de régresser et on est retombé dans de l'autoritarisme très fort.

La troisième manière de se situer par rapport à l'Islam, c'est l'islamisme. L'islamisme, c'est la doctrine politique qui fait de la religion une politique et l'on ne peut pas se tromper lorsque l'on veut savoir ce qu'est un régime islamiste, si vous faites la réponse « c'est un régime qui veut l'application de la charia », l'on a raison, c'est-à-dire le retour de la loi islamique. La loi islamique comme loi sociale. C'est une réponse. C'est une réponse qui est devenue une réalité à partir du 13 février 79. Lorsque l'Imam Khomeiny prend le pouvoir, pas parce que l'Iran est absolument extraordinaire comme modèle mais pour la première fois une révolution islamique réussit. Une révolution par le haut. Les frères musulmans sont nés en 1929. La révolution islamique elle a lieu en Iran en 1979. Donc c'est à partir de ce moment-là effectivement que l'Islam comme idéologie politique d'un Etat est rendu possible. Si vous vous référez à l'histoire européenne le problème du socialisme dans un seul pays qui a opposé Staline et Trotski se pose d'une certaine manière aujourd'hui dans le monde arabe. Est-ce un modèle qui va faire tache d'huile, ou est-ce un modèle isolé ? L'islamisme aujourd'hui est une réponse possible et elle dit nous avons en l'Islam de quoi monter un système politique à partir de notre religion.

S'agit-il de systèmes conservateurs? Ce sont des systèmes progressistes : ils s'attaquent à la corruption, ils veulent l'égalité y compris l'égalité avec la femme, pas la ségrégation mais l'égalité. Elle s'habille, elle fait ce qu'elle veut. Elle travaille comme nous, tous les métiers. Je ne suis pas un adepte de ce système parce que je pense que s'il y a une référence européenne pour comprendre ce système, c'est ce qui s'est passé dans les années 20 à 30 en Europe, ce qu'on a appelé surtout en Allemagne la Révolution Conservatrice. Ce sont des révolutionnaires, mais des révolutionnaires conservateurs. Et c'est pour cela que je ne suis pas un adepte très fort de ce type de système; vous savez qu'il y avait des partis politiques en Italie notamment qui étaient des systèmes qui se disaient révolutionnaires et qui ont donné pourtant lieu à des systèmes extrêmement autoritaires. Ces systèmes veulent changer la société mais en vue d'une plus grande tradition. Et c'est ce qui me fait extrêmement peur sur le plan des libertés.

Alors première conclusion, il n'y a pas de laïcité à l'horizon. Il faut qu'on soit très direct là-dessus, peut-être qu'il y avait des chances de laïcité il y a une vingtaine d'années, elles n'existent pas aujourd'hui. Il n'y a pas de laïcité à l'horizon, il n'y a pas de sécularisation à l'horizon sauf ce que

j'appellerais une sécularisation par défaut, c'est-à-dire qu'une fois que les systèmes islamistes échouent, ou lorsque les politiques religieuses échouent, à ce moment là on revient vers de la sécularisation parce que tout ce qu'on a essayé a échoué : et l'idéologie nationaliste, et le traditionalisme autocratique. Peut-être qu'à partir de ce moment-là effectivement, on ira vers cela mais je dois dire qu'aussi il y a une influence grandissante des médias, une ouverture grandissante du monde arabe, une exposition des esprits et des mentalités à des modèles culturels autres qui sont peut-être rejetés, mais qui font leur évolution dans les esprits. Il n'y a pas de laïcité, il n'y a pas de sécularisation je parle dans l'avenir immédiat dans le monde arabe.

Deuxième conclusion, il n'y a pas de fatalisme à l'islamisme. Il ne faut pas croire que l'islamisme est la seule solution acceptable et acceptée volontiers dans le monde arabe. Ce n'est pas vrai. Et ce n'est pas parce que l'Occident s'oppose à l'islamisme que l'islamisme régressera. L'islamisme sera combattu par les musulmans eux-mêmes et il est combattu par les musulmans eux-mêmes. C'est un débat interne à la société. Lorsque vous voyez le nombre de morts qu'a fait la guerre d'Algérie, lorsque vous voyez les opposants qui sont en prison, que ce soit dans les prisons des systèmes nationalistes ou islamistes, vous ne pouvez pas dire, et là je rejoins le débat qui a été initié par mes prédécesseurs sur les Droits de l'Homme, de la même manière que ceux qui sont dans les prisons de Ben Ali ou d'Ahmadinjad sont des gens qui protestent au nom des Droits de l'Homme, de la même manière, les Chinois sur la place de Tien An Men protestaient au nom des Droits de l'Homme. Et personne n'a songé à dire aux Chinois qu'ils protestaient au nom des Droits de l'Homme occidentaux. Alors il ne faut pas dire aux musulmans qui viennent critiquer l'Occident en disant « Mais ce sont vos droits de l'homme qu'ils sont en train de mettre en avant ? ! » Non ! Ce sont les Droits de l'Homme, les Droits de tout homme, ce sont leurs droits à parler, à exprimer leur position, leur point de vue, à aller, à venir, ils se battent pour eux, peut-être qu'ils se battent pour nous mais ils se battent pour tous parce qu'ils se battent pour l'universalité de l'humain. Les droits de l'Homme ne sont pas une propriété de l'Occident, même si à un moment donné, ils ont été invités par la tradition occidentale mais la tradition musulmane est en train de se les accaparer. Il y a en Islam beaucoup de penseurs, des exégètes qui s'interrogent sur une nouvelle interprétation. Et puis, s'il n'y a pas de laïcité à l'horizon, s'il n'y a pas de

fatalisme à l'islamisme, il y a de l'avenir pour la démocratie et il y a de l'avenir pour la démocratie musulmane, c'est-à-dire à partir peut-être d'une démocratie chrétienne revisitée à partir de valeurs qui s'inventent dans le pluralisme. Le pluralisme est le point le plus important du débat.

Le problème n'est pas l'islamisme dans le monde arabe, le problème, c'est le pluralisme. Il ne faut pas attaquer de front l'islamisme. Il faut inventer des plages, des espaces de pluralité et s'il y a quelque chose à défendre à partir de l'Europe vis-à-vis des sociétés arabo-musulmanes, ce sont ces espaces de liberté et il y aura une démocratie dans le monde arabe et dans le monde musulman. Elle commence à naître et on peut entrer dans des trajectoires propres. Mais ce ne seront pas des trajectoires de type Révolution Française encore une fois ou des révolutions comme 1848, qui dans l'histoire européenne marque des transformations. Il y a trois facteurs, trois trajectoires et je vais m'arrêter là-dessus, qui sont véritablement spécifiques et qu'il faut que vous aidiez dans le monde arabe. Il y a trois porteurs de pluralisme et de démocratie, trois catégories.

Il y a les femmes d'abord. La démocratie viendra par les femmes. Parce que au moment où elles commenceront dans le monde musulman à dire qu'elles ont des droits, qu'elles ont des possibilités de travail qui sont égales, qu'elles doivent avoir des chances égales, vous allez ébranler, vous allez ébranler un monde monolithique non pas parce que l'Islam est monolithique mais parce que l'Islam comme toutes les sociétés traditionnelles y compris les sociétés européennes d'il y a 50 ans est un système de domination masculine, c'est le machisme qu'il faut critiquer, pas l'Islam et pas l'islamisme. Donc comme toutes les sociétés traditionnelles, l'homme a beaucoup de poids et c'est quand la femme revendiquera, y compris de l'intérieur de l'Islam comme en Iran, une place, que quelque chose sera fissuré dans le bloc monolithique de la solidarité compacte.

Il y a aussi les minorités. Elles n'ont pas le droit de vote, on ne les voit pas, les minorités. Pourtant, ce sont elles qui vont faire bouger les choses. Ce qui se passe aujourd'hui est tragique. Et peut-être que le fait de donner leurs droits aux Kurdes va trop loin dans la remise en cause de l'état irakien et de son éclatement possible. Mais moi, je me réjouis de voir que certaines minorités prennent la parole et disent que tout en restant, parce qu'il faut rester, il ne faut pas remettre en cause des struc-

tures étatiques sinon on s'engage sur un autre débat... tout en restant dans le cadre de l'unité nationale ou fédérale et il y a un droit à parler sa langue, à pratiquer sa religion, à avoir ses écoles et pourquoi pas ? Cela est contraire à la tradition et du nationalisme arabe et de l'Islamisme. Cela est une évolution pour l'Islam et pour le monde arabe, il faut l'encourager.

Enfin il y a les Droits de l'Homme dont on a beaucoup parlé, il faut se battre pour les Droits de l'Homme. Les Droits de l'Homme ne sont pas occidentaux, tous les états musulmans qui adhèrent à l'ONU adhèrent à la déclaration universelle du 10 décembre 48. Donc c'est inutile de placer le débat sur le plan idéologique ou sur le plan religieux. Plaçons-le sur le plan juridique et s'il y a une adhésion à un instrument universel, on peut discuter de cet élément, de cet instrument universel et de son application. Donc là-dessus, il y a véritablement une trajectoire et il ne faut pas abdiquer au nom du principe de culturalisme ou de la spécificité culturelle, il ne faut pas abdiquer sur le problème du droit. La spécificité culturelle commence là où le droit finit ou bien le droit finit là où commence la spécificité culturelle.

D'abord les droits, ensuite la spécificité. Et la meilleure des choses, c'est d'avoir le droit pour préserver la spécificité. Donc tout cela bien entendu, cette évolution n'est pas une évolution unique dans le monde musulman, c'est une évolution qui va aller de pair, – et là, je rejoins tout le monde ici, de pair avec l'Europe. C'est l'Europe qui est véritablement le moteur, l'accompagnateur de l'évolution démocratique. Pas l'Amérique ! Pourquoi pas ? Pas la doctrine de l'unilatéralisme américain... dans l'Europe, il y a une image. L'Europe se présente pour les civilisations du Moyen Orient comme un Janus, comme le Dieu romain, à deux faces. Elle est d'une part un pourvoyeur de culture, on continue à venir chercher la culture ici en Europe, y compris pour les sociétés musulmanes et si j'élargis, on dira pour l'Occident. Mais l'Europe a été un prédateur de civilisations, il faut le comprendre quand on a un dialogue avec le monde musulman. L'Europe a été conquérante de ce monde de la proximité et en même temps, ce monde qui nous est proche, le monde arabe ou musulman continue de regarder vers l'Europe. Nous sommes dans cette double configuration. Il ne faut donc pas s'étonner que parfois lorsqu'on parle des Croisés, l'on voit derrière la critique ou l'on espère de voir derrière la critique, le besoin quand-même de continuer à regarder vers l'Occident et de rechercher en Europe, à la fois les sources de savoir et la défense des Droits de l'Homme.